



Master of Arts HES-SO en Travail social

TRAVAIL DE MASTER

**Intersectionnalité et Migration : Enjeux
et Réalités des Personnes LGBTIQ+ en
Situation de Migration Forcée à Genève**

Réalisé par

Natalia Cuajy Sarrias

Sous la direction de

Professeure Harchi Kaoutar, Adjointe scientifique
Haute Ecole de travail social à Genève HETS-Ge

Genève, septembre 2024





Accepté par :

Filière Master of Arts HES-SO en Travail social

HES-SO Master

Lausanne, Suisse

Membres du Jury :

Kaoutar HARCHI, directrice, présidente du jury, adjointe scientifique, HETS-Ge

Marc BAUMGARTNER, expert, directeur, Association Elisa-Asile, Genève.





Remerciements :

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnes qui ont participé à cette recherche. Leur courage, leurs témoignages et leur volonté de partager leurs expériences ont été essentiels à la réalisation de ce travail. Je tiens également à remercier ma directrice de Master, Mme Harchi Kaoutar, pour son encadrement inestimable, ses conseils avisés et son soutien inconditionnel tout au long de cette aventure. Un grand merci à l'association Asile LGBTIQ+ pour sa collaboration et son engagement en faveur des droits des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée. Je suis particulièrement reconnaissante à Laura Flórez Castellar professeure de l'HETSL, mon amie, pour son soutien et ses encouragements constants. Enfin, je voudrais remercier ma famille, dont l'amour et la compréhension m'ont permis de surmonter les difficultés et de mener à bien cette recherche.





Les opinions exprimées dans ce document n'engagent que son auteur.





Table des matières

Résumé.....	7
Rapport de recherche	9
1. Introduction	10
2. Problématique.....	13
3. Objectifs de recherche :.....	14
4. Hypothèses.....	15
5. Méthodologie	15
5.1. Population et Échantillonnage	16
5.1.1. Présentation des participant·e·x·s personnes concernées	17
5.2. Approche méthodologique.....	18
5.3. Accès au Terrain	19
6. Cadre théorique et conceptuel.....	20
6.1. Théories.....	20
6.2. Théorie de la migration.....	21
6.3. Théorie de la diversité sexuelle et de genre.....	22
7. Concepts.....	23
8. Perspective	30
8.1. Posture professionnelle :	32
9. Éthique et principes de recherche	33
10. Présentation des résultats	34
10.1. L'influence de l'orientation sexuelle et/ou de l'identité de genre sur le processus migratoire	35
10.1.1. La vie avant de partir	35





10.1.2. Analyse des défis spécifiques aux LGBTIQ+ liés à leur parcours migratoire	39
10.2. Reconnaissance des obstacles et des défis au processus d'inclusion socioprofessionnelle des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève	41
10.3. Défis institutionnels et adaptation professionnelle vers les personnes LGBTIQ+ migrantes.....	49
10.4. Recommandations pour une meilleure inclusion des personnes LGBTIQ+ en situations de migration forcée à Genève	52
11. Conclusions	54
12. Réflexions finales en face de l'intérêt de la recherche sur le travail social	56
13. Références	58
Annexes.....	64





Résumé

Cette recherche explore les expériences des personnes LGBTIQ+ ayant effectué un processus migratoire et résidant dans le canton de Genève. Ce groupe de personnes est confronté à des défis majeurs, tels que la discrimination et la stigmatisation, qui entravent particulièrement leur processus d'inclusion sociale et professionnelle. Beaucoup de ces personnes ont quitté leur pays en raison de la discrimination, de la violence ou du climat de stigmatisation qu'elles ont vécu dans leur pays d'origine en raison de leur orientation sexuelle et/ou de leur identité de genre.

À Genève, iels continuent à être confronté·e·x·s à des obstacles, tels que des problèmes de santé mentale dus à l'insécurité et à la précarité de leur situation administrative ou à la discrimination raciale. Cette recherche souligne également l'importance du soutien des réseaux communautaires et des associations locales, qui apportent une aide cruciale à ces personnes pour qu'iels se sentent moins isolé·e·x·s et trouvent des ressources pour faire face à leur nouvelle vie. L'étude met en lumière l'importance de la formation des professionnel·le·x·s du travail social pour mieux comprendre et répondre aux besoins spécifiques de ces personnes, afin de promouvoir une inclusion plus juste et plus respectueuse.

Mots clés : LGBTIQ+, Migration forcée, Inclusion socioprofessionnelle, Discrimination, Intersectionnalité, Santé, Formation, Sensibilisation.





Abstract

This research explores the experiences of LGBTIQ+ people who have undergone a migratory process and reside in the canton of Geneva. This group of people faces major challenges, such as discrimination and stigmatization, which particularly hinder their process of social and professional inclusion. Many of these people left their home countries because of the discrimination, violence or stigmatization they experienced because of their sexual orientation and/or gender identity.

In Geneva, they continue to face obstacles such as mental health problems due to the insecurity and precariousness of their administrative situation, or racial discrimination. This research also highlights the importance of support from community networks and local associations, which provide crucial help to these people to feel less isolated and find resources to cope with their new lives. The study underlines the importance of training social work professionals to better understand and respond to the specific needs of these people, to promote fairer and more respectful inclusion.

Keywords: LGBTIQ+, Forced migration, Socio-professional inclusion, Discrimination, Intersectionality, Health, Training, Awareness-raising.





Rapport de recherche





1. Introduction

La visibilité et les droits des lesbiennes, gays, bisexuel·le·x·s, personnes intersexes, trans, queers et autres, ci-après dénommé·e·x·s LGBTIQ+, ont beaucoup progressé ces dernières années. Cependant, les migrant·e·x·s LGBTIQ+ restent une minorité discriminée, confrontée à des défis majeurs tels que la migration forcée liée à leur orientation sexuelle et/ou à leur identité de genre. Bien que les investissements récents aient amélioré l'espace de protection pour de nombreuses personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée, des défis immenses subsistent.

Près de 70 pays continuent de criminaliser les personnes LGBTIQ+ et maintiennent des lois discriminatoires, créant un contexte où l'hostilité institutionnelle et publique prévaut, et où les actes d'exploitation et de violence à l'encontre des personnes LGBTIQ+ restent impunis (UNHCR, 2021, p. 161).

Près de 2 milliards de personnes vivent dans des pays où les relations consensuelles entre personnes de même sexe sont encore criminalisées. En 2023, seuls 37 pays ont officiellement accordé l'asile à des personnes persécutées en raison de leur orientation sexuelle et/ou de leur identité de genre (ONU Femmes 2023), ce qui signifie qu'il ne s'agit pas d'un motif de protection suffisant.

Selon ONU Femmes (2023), les personnes LGBTIQ+ continuent d'être confronté·e·x·s à des niveaux élevés de violence et de discrimination et sont particulièrement vulnérables, faisant souvent face à des discriminations multiples et intersectionnelles qui exacerbent leur marginalisation et les risques de violations des droits humains dans le monde entier.

En 2022, l'ILGA-Europe a indiqué qu'il s'agissait de l'année la plus violente pour les personnes LGBTIQ+ au cours des 12 dernières années, avec une augmentation marquée de la fréquence et de la brutalité des actes de violence à l'encontre des personnes LGBTIQ+.





Les études visant à rendre visible cette problématique sont rares, et des questions telles que l'inclusion sociale et professionnelle des personnes LGBTIQ+ manquent encore de bases de recherche.

C'est pourquoi ce projet de recherche s'inscrit dans une démarche militante de justice sociale, visant à visibiliser les enjeux présents dans l'inclusion sociale et professionnelle des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève, à l'aide de l'approche intersectionnelle.

L'approche intersectionnelle est utilisée dans cette recherche pour analyser comment différentes formes de discrimination, telles que celles basées sur le genre, la race, la sexualité et le statut migratoire, interagissent pour créer des expériences uniques de marginalisation. Cette perspective permet de rendre visibles les vulnérabilités spécifiques des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée qui seraient autrement invisibles. Comme le souligne Crenshaw, professeure de droit à l'Université de Californie et féministe : « L'intersectionnalité saisit les dynamiques qui se produisent lorsque des inégalités multiples se recoupent » (Crenshaw, 1991, p. 1244).

L'inclusion sociale et professionnelle désigne ici le processus par lequel les personnes deviennent des membres actif·ve·x·s de la société d'accueil, participant à la vie sociale, économique et culturelle de cette nouvelle communauté. Pour les LGBTIQ+ en situation de migration forcée, ce processus peut être particulièrement complexe en raison de la discrimination liée à leur orientation sexuelle et/ou identité de genre, ainsi qu'à leur statut de migrant·e·x. Cette discrimination peut se manifester dans l'accès à l'emploi, au logement et aux services sociaux, créant des obstacles supplémentaires dans cette trajectoire.

Cette recherche ne se concentre pas uniquement sur l'accès à l'emploi en tant que mesure du succès du processus d'inclusion, mais s'intéresse à l'ordre social, qui est également un élément important du processus d'assimilation dans la société d'accueil pour les personnes concernées, analysant ainsi la création de réseaux sociaux, le sentiment de sécurité et l'évolution de l'état de santé au cours du processus.





Bien que ce groupe de personnes puisse être confronté à des préjugés et à une exclusion sociale accrue en raison de leur identité de genre et/ou de leur orientation sexuelle, ainsi qu'à des difficultés liées à leur statut d'immigré·e·x, telles que les barrières linguistiques et l'absence de réseaux de soutien, ces obstacles peuvent limiter leur accès aux services essentiels, leurs possibilités d'emploi et leur capacité à trouver leur place dans la société d'accueil.

Note d'écriture : Dans le cadre de cette recherche, certaines citations tirées des entretiens ont été adaptées et traduites en français pour en faciliter la compréhension, tout en respectant l'essence des propos originaux exprimés en espagnol dans une grande partie. Ces adaptations visaient à rendre les expressions idiomatiques et les nuances culturelles propres à l'espagnol plus accessibles au public francophone, sans altérer le message central des témoignages. Ainsi, bien que le texte en français puisse présenter de légères différences par rapport aux expressions originales, il reflète fidèlement les pensées et les sentiments des participant·e·x·s, ajustés à un contexte linguistique et culturel différent.

Par ailleurs, l'utilisation du langage inclusif a été une des priorités dans cette recherche pour respecter la diversité des personnes participant·e·x·s. Le français, étant une langue fortement genrée, présente des défis particuliers pour la formulation inclusive, pouvant parfois entraîner des ambiguïtés ou alourdir le texte. Malgré les efforts pour maintenir une écriture inclusive cohérente, des erreurs ou incohérences peuvent survenir, soulignant la complexité de l'application systématique du langage inclusif dans un texte long et détaillé. L'objectif a été de maximiser l'inclusivité tout en maintenant l'accessibilité et la clarté du texte, reconnaissant toutefois les défis inhérents à cette démarche.



2. Problématique

La problématique de cette recherche se concentre sur les défis complexes auxquels sont confrontées les personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée dans leur processus d'inclusion sociale et professionnelle à Genève.

Des dimensions sociales et professionnelles sont prises en compte pour rendre évident comment ces personnes subissent une double vulnérabilité en raison de l'intersection entre leur orientation sexuelle et/ou leur identité de genre et leur statut migratoire. Cette intersection aggrave leur exposition à la discrimination structurelle et au manque de politiques inclusives, ce qui les rend plus susceptibles de vivre l'exclusion sociale et d'autres formes de marginalisation systémique.

Les difficultés commencent souvent dans les pays d'origine, où ces personnes sont victimes de rejet social, de violence et de persécution en raison de leur identité. Ces expériences les poussent à fuir et à chercher refuge dans des pays supposés plus sûrs. Cependant, même après la migration, leur situation devient précaire. Dans les pays d'accueil, ces personnes sont confrontées à des obstacles supplémentaires qui entravent leur inclusion socioprofessionnelle.

Par ailleurs, dans le cas de Genève, le marché du travail est fortement orienté vers les secteurs des services, de la finance, de l'administration publique internationale et du commerce de luxe. Ces caractéristiques particulières posent des défis pour ce groupe de personnes. Les exigences élevées en termes de qualifications et de compétences linguistiques, ainsi que les réglementations administratives strictes, rendent difficile l'accès à un emploi stable pour les personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée. Cela les pousse souvent vers des emplois non déclarés, précaires et sans protection sociale.

Enfin, l'accompagnement professionnel dans l'intervention sociale est crucial dans ce contexte. Il est essentiel d'explorer comment l'empathie et la compréhension des professionnel·le·x·s qui accompagnent ces personnes peuvent améliorer ou non l'efficacité des interventions.

Cependant, il est tout aussi important de questionner l'impact potentiel du manque de ressources et d'outils dans la formation spécifique, des préjugés, et de la sensibilité des intervenant·e·x·s sur l'accompagnement offert. Cette problématique soulève des interrogations sur les effets de ces facteurs

sur le bien-être et la réussite des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée dans la société d'accueil.

3. Objectifs de recherche :

Objectif général : L'objectif de ce travail de Master est de comprendre les expériences et la réalité de l'inclusion sociale et professionnelle des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève, à partir d'une approche intersectionnelle.

Objectifs spécifiques :

- a. Analyser l'influence de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre sur le processus migratoire
Il s'agit de reconnaître si le processus migratoire est directement ou indirectement lié à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre de ces personnes, pour mieux adapter la prise en charge dans le processus d'accompagnement et d'accueil de ces personnes, ce qui conduit à la question suivante :
Comment leur orientation sexuelle et/ou leur identité de genre influencent-elles directement ou indirectement leur processus migratoire et leur inclusion socioprofessionnelle ?
- b. Reconnaître les obstacles et défis au processus d'inclusion socioprofessionnelle des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève.
La question suivante se pose :
Quelles sont les principales épreuves rencontrées par des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée et par des professionnel-le-x-s qui les accompagnent lors de leur processus d'inclusion socioprofessionnelle à Genève ?
- c. Identifier les défis et les domaines à améliorer dans l'intervention sociale pour une prise en charge plus efficace des personnes migrantes LGBTIQ+. La dernière question se pose donc : Comment l'intervention sociale est-elle évaluée dans ce contexte et quels sont les besoins spécifiques à prendre en compte pour accompagner et soutenir ce public spécifique ?

4. Hypothèses

À travers ce travail de Master, nous voulons mettre en lumière les principales épreuves et défis rencontrés dans l'accompagnement des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève lors de leur inclusion sociale et professionnelle. Nous cherchons à visibiliser les diverses formes de discrimination présentes dans le processus, l'accès limité à des outils de soutien, ainsi que des possibles barrières structurelles liées à leur situation administrative. De plus, des obstacles culturels dans la société d'accueil compliquent encore leur parcours.

Nous formulons l'hypothèse que l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre des personnes LGBTIQ+ qui ont quitté leurs pays d'origine influence de manière significative leur processus migratoire, en exacerbant les risques de discrimination et d'exclusion. Mais cette discrimination ne disparaît pas dans les pays d'accueil ; au contraire, elle se perpétue tout au long de leur parcours d'inclusion sociale et professionnelle, créant des obstacles supplémentaires à l'accès aux services essentiels, aux opportunités d'emploi, à la santé, et à l'établissement de réseaux sociaux, entre autres. Ces défis contribuent à leur marginalisation persistante dans la société d'accueil.

Enfin, nous proposons l'hypothèse suivante : des besoins spécifiques doivent être adressés pour soutenir les personnes migrantes LGBTIQ+ à travers la formation et la sensibilisation des professionnel·le·x·s impliqué·e·x·s dans l'accompagnement de ce groupe. De plus, fournir un accès à des espaces sûrs et un soutien communautaire est crucial pour garantir un accompagnement efficace et adapté, facilitant ainsi leur processus d'inclusion dans la société qui les accueille. Ces mesures sont essentielles pour une intégration respectueuse et réussie.

5. Méthodologie

Le processus de collecte et d'analyse des données qualitatives dans cette recherche est itératif et non linéaire, s'adaptant aux dynamiques émergentes au fil de la recherche. Maxwell (2012), expert en méthodologie de recherche qualitative dans le domaine des sciences sociales, met en avant que cette approche favorise une analyse souple et ajustable, qui s'adapte continuellement en fonction des données émergentes des entretiens. Cela enrichit la profondeur et l'exactitude de l'analyse. Comme il le précise : « dans la recherche qualitative, l'analyse des données est un processus continu et adaptatif, permettant une compréhension plus nuancée des expériences des participants » (Maxwell, 2012, p. 87).



Paillé (2007), également spécialiste de la méthodologie de recherche qualitative dans le domaine des sciences sociales, explique que l'approche qualitative nécessite une double démarche. D'une part, il est essentiel de procéder à une analyse critique des instruments et des méthodes de collecte des données. D'autre part, il faut reconnaître que les résultats obtenus ne visent pas une quantification statistique. Selon Paillé, ce processus peut s'appuyer sur des outils sophistiqués ou des méthodes plus naturelles, mais il devrait toujours privilégier une proximité avec les participant·e·x·s, en s'attardant à leurs actions et témoignages. Cette approche permet des ajustements dynamiques pendant la recherche, facilitant ainsi la réévaluation des méthodes et la réadaptation du cadre théorique pour répondre aux exigences spécifiques de l'étude (Paillé, 2007).

5.1. Population et Échantillonnage

Deux groupes principaux sont considérés dans la recherche : les personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée (personnes concernées) et les professionnel·le·x·s des deux structures qui interviennent ou les accompagnent dans leur processus d'inclusion socioprofessionnelle à Genève.

Population du groupe des personnes concernées :

Le groupe cible comprend des personnes LGBTIQ+ migrantes âgées de 18 à 41 ans, résidant dans le canton de Genève et ayant vécu une migration forcée. L'échantillon se compose de neuf personnes, représentant une diversité dans l'ordre d'orientation sexuelle et/ou d'identité de genre, toutes s'affirmant LGBTIQ+. Aucun.e.x d'entre iels n'est francophone. Ce groupe de personnes a été sélectionné selon plusieurs critères, notamment leur disponibilité, leur volonté de participer et leur situation migratoire actuelle. Cette diversité de parcours, de statut administratif, de cultures et de réalités enrichit l'analyse en permettant de comparer les expériences de personnes trans et cisgenres face à des contextes similaires dans la migration forcée.

En parallèle, trois professionnel·le·x·s ont été inclus·e·x·s dans la recherche. Ces professionnel·le·x·s ont été sélectionné·e·x·s par échantillonnage raisonné en fonction de leur travail lié à l'accompagnement psychosocial et juridique des migrant·e·x·s LGBTIQ+ dans les deux structures à Genève. Leur rôle est crucial dans la facilitation de l'accès aux ressources et dans la promotion de l'autonomisation des personnes LGBTIQ+ en situation de vulnérabilité.



5.1.1. Présentation des participant·e·x·s personnes concernées

David (31 ans, Colombie) : Enseignant diplômé en langues étrangères, David a émigré pour trouver un environnement plus inclusif en raison de son orientation sexuelle. Il vit à Genève après deux ans et sa situation est irrégulière (sans papiers).

Participant ukrainien (34 ans) : Étudiant à Genève, il a quitté l'Ukraine depuis que la guerre a commencé mais aussi en raison de la discrimination liée à son handicap et à son orientation sexuelle. En Ukraine, il a travaillé dans des conditions précaires, avant de chercher un environnement plus inclusif à Genève où il suit des études à l'université.

Primavera (32 ans, Panama) : est une femme trans réfugiée, Primavera a quitté le Panama pour échapper à la violence et à la discrimination. Elle est maintenant étudiante en travail social à Genève et coordinatrice d'une association défendant les droits des personnes trans.

Sergio (25 ans, Colombie) : Designer visuel, Sergio a rejoint sa mère en Suisse pour de meilleures opportunités après avoir vécu des difficultés en Colombie. Son processus administratif a échoué et il est en situation irrégulière en Suisse, il cherche à s'intégrer dans un nouveau contexte en cherchant une vie autonome.

Participant iranien (25 ans) : il est électricien de profession, il est à Genève depuis quatre ans, il a quitté l'Iran en raison de la répression liée à son activisme face aux personnes LGBTQI+. Il détient actuellement un permis de réfugié F.

Alex (27 ans, Venezuela) : son travail a été lié au commerce et marketing, il a quitté le Venezuela à cause de la discrimination et de la crise politique, Alex vit en Suisse depuis un an et demi. Elle recherche un nouveau départ loin de l'oppression subie dans son pays d'origine, actuellement à un permis d'étudiant, il attend pour faire une demande d'asile.

Roberto (33 ans, Bolivie) : Dentiste, Roberto a quitté la Bolivie pour échapper à la persécution liée à sa séropositivité et au manque de traitements médicaux adéquats. Il vit maintenant en Suisse avec l'aide de sa famille, il attend depuis cinq ans la réponse pour un permis humanitaire.

Jenny (31 ans, Colombie) : Réfugiée lesbienne, professionnelle en création visuelle Jenny a quitté la Colombie avec sa partenaire Yuli en raison de menaces politiques. Elle est engagée en la militance politique et est engagée dans une association pour accompagner les personnes LGBTQI+.

Yuli (42 ans, Colombie) : de profession journaliste, engagée dans la défense des droits des personnes en Colombie, Yuli a été forcée de quitter son pays en raison de son travail politique, leur orientation sexuelle et de son engagement contre la corruption. Elle est déterminée à lutter pour la justice sociale malgré les risques.

5.2. Approche méthodologique

Étant donné la complexité du sujet de recherche, qui vise à faire une exploration à partir des expériences des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée dans leur processus d'inclusion sociale et professionnelle, il est essentiel d'adopter une méthodologie qui capture la richesse et la diversité de ces expériences. Reconnaisant les multiples défis auxquels ces personnes sont confrontées, notamment la discrimination fondée sur leur orientation sexuelle et/ou leur identité de genre, mais aussi leur statut migratoire, une approche méthodologique flexible et inclusive est nécessaire pour comprendre ces réalités en profondeur.

L'ethnographie intersectionnelle est utilisée dans cette recherche en raison de sa capacité à révéler comment les différentes formes d'oppression liées au genre, à l'orientation sexuelle, à la race et au statut migratoire se croisent et interagissent pour façonner les expériences des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée. Maldonado, A.R. (2014), experte en droits humains affirme que « la mise en contexte apportée par une approche intersectionnelle de la discrimination permet de dévoiler des phénomènes d'exclusion et d'inégalité beaucoup plus profonds – souvent invisibles, occultés et naturalisés au sein des États » (Maldonado, 2014, p.7). Cette méthode est donc particulièrement pertinente pour comprendre la réalité des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée.

C'est pourquoi l'observation participante et les entretiens semi-structurés ont été choisis comme principales méthodes de collecte de données. Ces outils méthodologiques permettent non seulement de recueillir des données nuancées, mais aussi de respecter et d'intégrer pleinement les voix et les perspectives des personnes qui ont participé à la recherche, en tenant compte de la complexité de leurs identités et des interactions sociales qui les façonnent.

L'observation participante : dans leur ouvrage *Writing Ethnographic Fieldnotes*, Emerson, Fretz, et Shaw (2011) expliquent comment l'observation participante sert de méthode fondamentale dans la recherche ethnographique pour collecter des données de manière immersive. En s'intégrant activement



au sein du groupe étudié, souvent désigné comme un groupe de pairs, et en prenant part à leurs activités régulières, qu'il s'agisse de réunions hebdomadaires, d'événements culturels ou d'initiatives de participation collective, la chercheuse peut observer de près les interactions et pratiques quotidiennes des membres. Cette approche permet une compréhension plus nuancée et profonde de la manière dont ces personnes naviguent à travers leurs identités et expériences tout en s'insérant dans leur nouveau pays d'accueil (Emerson, Fretz, & Shaw, 2011, p. 45).

Les entretiens semi-structurés constituent un autre élément clé de la collecte de données. Ces entretiens explorent des sujets spécifiques en permettant aux participant·e·x·s de partager leurs histoires et leurs expériences selon leurs propres termes.

Cette méthode est particulièrement utile pour visualiser la diversité des expériences des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée et qui réalisent leur processus d'inclusion sociale et professionnelle à Genève. Patton (2015), spécialiste en évaluation de programme et méthodologie de recherche qualitative, soutient que « les méthodes d'entrevue qualitatives sont conçues pour répondre aux besoins et aux perspectives uniques des participants, permettant aux chercheurs d'ajuster leur approche en fonction des réponses et des interactions pendant l'entrevue, ce qui peut conduire à une compréhension plus profonde et plus riche des données recueillies » (Patton, 2015, p. 353). Raison pour laquelle les entretiens ont été menés en espagnol et en français, en tenant compte du fait que les participant·e·x·s ne sont pas tou·te·x·s francophones. Les entretiens ont eu lieu entre le 14 août 2023 et le 2 février 2024, et ceux-ci ont duré entre une heure et une heure et demie.

Les canevas d'entretien : Pour mener les entretiens, deux guides d'entretien ont été structurés et mis en place pour les deux groupes participant·e·x·s : les personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée et les professionnel·le·x·s qui travaillent avec elles à Genève. Le guide destiné aux personnes concernées explore leur parcours, leur vie avant leur processus de migration, et leur processus d'inclusion en Suisse, en mettant l'accent sur leurs difficultés et leurs ressources. Par ailleurs, le guide pour les professionnel·le·x·s cherche à comprendre leurs pratiques de soutien, les obstacles qu'ils rencontrent, et comment les services sont adaptés aux besoins spécifiques des migrant·e·x·s LGBTIQ+. Ces entretiens fournissent des données essentielles pour une analyse intersectionnelle des expériences dans le processus d'inclusion sociale et professionnelle.

5.3. Accès au Terrain

Pour avoir accès au terrain, j'ai d'abord contacté le comité de l'association locale qui soutient les personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée. Le comité de l'association et le groupe de pair·e·x·s ont été sollicités pour faciliter l'accès aux participant·e·x·s, après une présentation détaillée des objectifs de la recherche, des procédures de collecte de données, et des garanties de confidentialité.

Il est pertinent de noter que la chercheuse est également une personne concernée par la migration forcée et coordinatrice d'une des associations qui participent, ce qui peut influencer l'analyse et les résultats de la recherche. Raison pour laquelle la réflexivité implique la conscience de la chercheuse de son influence sur le terrain d'étude et sur les personnes qui participent à la recherche. Ceci est crucial pour maintenir la transparence et l'éthique dans la recherche qualitative.

Des auteur·e·x·s comme Bourdieu & Wacquant ont souligné l'importance de la réflexivité dans la compréhension des dynamiques de pouvoir et des biais inhérents au processus de recherche, en affirmant que « la réflexivité est l'effort du sociologue pour prendre en compte et contrôler ses propres préjugés, sa propre implication dans le champ d'étude et les effets distorsifs que cela peut avoir sur la connaissance produite » (Bourdieu & Wacquant, 1992, p. 40)

Le recrutement des professionnel·le·x·s a été effectué dans deux associations impliquées dans l'inclusion socioprofessionnelle des migrant·e·x·s LGBTIQ+ à Genève. L'établissement de ces contacts a été réalisé par mail, téléphone et en personne, ce qui a permis de créer un climat de confiance, essentiel pour obtenir des informations précieuses sur la situation des personnes concernées et sur les processus d'accompagnement institutionnels. Les professionnel·le·x·s ont été informé·e·x·s des objectifs de la recherche et ont donné leur consentement pour participer, après une discussion sur les détails logistiques des entretiens. L'anonymat a été demandé de la part des professionnel·le·x·s.

6. Cadre théorique et conceptuel

6.1. Théories

Afin d'analyser logiquement et de manière compréhensive les données recueillies pour cette recherche, dans une première partie il est important de prendre en compte les hypothèses et les conceptions sur la théorie de la migration et les concepts qui l'entourent en relation avec le problème de la migration



forcée LGBTIQ+ sont développés, en mettant l'accent sur des termes tels que la discrimination et l'interculturalité : « La migration forcée des personnes LGBTIQ+ est profondément influencée par la discrimination structurelle et le manque de reconnaissance de leurs droits humains dans les pays d'origine. Ces migrants sont confrontés à de multiples obstacles, notamment la discrimination dans les pays d'accueil, ce qui entrave leur intégration socioculturelle » (HCR, 2021).

Aussi, la théorie des études de genre sera également abordée, ce qui permettra de clarifier le sujet spécifique de la recherche, dans le but de reconnaître les spécificités existantes dans la population migrante LGBTIQ+ en Suisse.

Dans une deuxième partie, les concepts sur l'inclusion sociale et professionnelle sont amenés, lorsque les caractéristiques de la population cible de l'étude peuvent être reconnues.

D'autre part, les concepts d'intersectionnalité et d'agentivité sont présentés comme des éléments clés et déterminants pour le groupe ciblé engagé dans le processus d'inclusion sociale et professionnelle à Genève.

6.2. Théorie de la migration

Borjas (1989) économiste spécialisé en économie du travail, particulièrement reconnu pour ses recherches sur l'immigration et son impact sur les économies, affirme que d'un point de vue microscopique, le déplacement ou la migration est une décision individuelle et personnelle prise sur la base de la connaissance qu'a l'individu des avantages et des inconvénients qu'il rencontrera, et donc, chaque personne exposée à ce processus doit assumer les coûts et les avantages de cette action. De ce point de vue, la migration est un processus individuel, et les flux dits migratoires sont le résultat de décisions individuelles concernant des problèmes sociaux.

La mondialisation a entraîné des changements socio-économiques, politiques et géographiques significatifs, accentuant la transnationalisation économique. Benhabib et Resnik (2009), autrices expertes en droit et migration, observent que ces transformations ont amplifié la mobilité humaine, donnant lieu à des trajectoires migratoires complexes imbriquées dans un réseau d'inégalités géopolitiques qui façonnent et reconfigurent les sphères sociales (p. 132).

Ces dynamiques sont à l'origine de processus d'inclusion et d'exclusion qui compliquent la reconnaissance des migrant·e·x·s comme citoyen·ne·x·s légitimes, entravant leur intégration et



acceptation dans les sociétés d'accueil (Montenegro et al., 2011, p. 45 ; Benhabib et Resnik, 2009, p. 134).

Luibhéid, E., et Chávez, K. R. (2020), expertes en genre et migration, soulignent comment les expériences migratoires des personnes LGBTIQ+ sont marquées par une combinaison de facteurs économiques, politiques et de genre. Iels soulignent que les trajectoires migratoires de ces personnes ne sont pas seulement influencées par la recherche de meilleures opportunités économiques, mais aussi par la nécessité d'échapper à des environnements oppressifs qui ne reconnaissent pas leur identité de genre et leur sexualité. Cependant, ces personnes continuent à être confrontées à différents types de discrimination et de violence et que « par exemple, dans le processus de migration, les personnes LGBTQI, en particulier celles qui sont trans et non conformes au genre, sont confrontées à des risques exacerbés de violence, de maintien de l'ordre et de confinement. » (Luibhéid, E., et Chávez, K. R. 2020, p.4).

Jusqu'à il y a quelques décennies, la migration liée aux préjugés fondés sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre était inexistante. Dans les années 1980, les mouvements féministes ont insisté sur la nécessité de reconnaître l'existence de processus migratoires liés au genre en Suisse.

Pour l'enseignant-chercheur en science politique et sociojuridique à l'Université de Lausanne, Jonathan Miaz, il existe généralement des différences entre les hommes et les femmes qui sont préjudiciables aux femmes. Les différentes modifications introduites dans les lois sur l'asile ont permis des progrès significatifs dans la reconnaissance de l'orientation sexuelle et/ou de l'identité de genre comme motif de fuite ou de migration (Miaz, 2014).

6.3. Théorie de la diversité sexuelle et de genre.

Perspective de genre Quilliou-Rioual (2014), doctorant en genre et travail social, fait référence à l'identité de genre comme un sens plus profond du fait que l'individu est un homme ou une femme, mais il ne peut pas non plus être limité, car il existe des personnes qui ne s'identifient pas selon les directives sociales du masculin et du féminin.

D'autre part, Butler (1990), philosophe et théoricienne du genre, soutient que le genre est performatif, ce qui implique que les identités de genre sont construites par la répétition d'actes sociaux. Ce concept est crucial pour comprendre comment les migrant·e·x·s LGBTIQ+ naviguent dans leurs identités dans des contextes de migration forcée.



Pour approfondir la notion d'identité de genre, il est utile de définir le terme "cisgenre", qui désigne les individus dont l'identité de genre correspond au sexe qui leur a été assigné à la naissance. Ce terme met en lumière la cohérence entre l'identité de genre perçue et celle reconnue socialement et juridiquement.

À l'opposé, les personnes trans vivent une discordance entre ces deux aspects. Shankland (2020), chercheuse féministe, utilise ce concept pour illustrer comment les normes cisgenres bénéficient de privilèges systémiques absents pour les personnes transgenres, qui rencontrent des obstacles légaux, psychologiques et sociaux significatifs lorsqu'elles cherchent à faire reconnaître leur identité de genre. Elle souligne : « Les personnes cisgenres n'ont pas à surmonter les barrières légales, psychologiques et sociales que rencontrent les personnes trans pour affirmer leur identité de genre » (Shankland, 2020, p.10).

D'autre part, Falcoz, C., & Bécuwe, A. (2009) manifestent que le terme l'orientation sexuelle est apparu aux États-Unis en 1973 et que celle-ci désigne le comportement sexuel et affectif entre personnes du même sexe, de sexe opposé ou indistinctement. Ainsi, « grâce au terme « orientation sexuelle », les sexualités sont mises sur le même plan, le mot évite la connotation médicale négative de « l'homosexualité », les significations floues et ambiguës de mœurs ou de préférences sexuelles sont mises de côté » (Falcoz, C., & Bécuwe, A. 2009 p.71).

7. Concepts

Personnes LGBTIQ+ : Elle fait référence aux lesbiennes, gays, bisexuel-le-x-s, trans, intersexes ; l'affiche vise à montrer qu'il y a d'autres personnes qui s'identifient dans ces premiers acronymes, mais qu'ils existent dans ce groupe de population, ce qui montre aussi qu'être un groupe inclusif signifie également être un groupe ouvert à de nouvelles diversités.

OSIGEG : orientation sexuelle, identité de genre, expression de genre.

Hétérosexisme : est une croyance idéologique qui considère l'hétérosexualité comme la norme ou la seule orientation sexuelle acceptable, marginalisant ainsi les autres orientations sexuelles.

Réseaux sociaux : Celles-ci désignent les systèmes de relations interpersonnelles qui fournissent un soutien multidimensionnel aux personnes concernées, incluant un appui social, émotionnel, et parfois



économique. Ces réseaux jouent un rôle crucial dans le bien-être des personnes, en leur offrant un cadre de soutien moral, des ressources pratiques, et une aide dans la gestion des défis quotidiens. Ils constituent un tissu social essentiel pour renforcer les liens communautaires et favoriser l'inclusion sociale et professionnelle.

L'intersectionnalité : est un concept qui examine comment différentes formes de discrimination (p. ex., raciale, de genre, orientation sexuelle) se chevauchent et interagissent pour créer des dynamiques complexes de pouvoir et d'oppression. Dans cette recherche, nous analyserons les formes de domination qui sont directement implicites dans le statut migratoire des personnes interrogées et leur orientation sexuelle et/ou identité de genre.

Nous comprenons l'intersectionnalité comme un concept développé par Kimberlé Crenshaw, qui met en évidence comment différentes formes de discrimination et de marginalisation se chevauchent et interagissent en tenant compte des intersections de l'identité sociale telles que le genre, la race, la classe, l'orientation sexuelle, etc. Cette approche reconnaît que des personnes peuvent être touchées simultanément par différentes formes de discrimination et que ces intersections doivent être prises en compte dans l'analyse des inégalités et des injustices sociales.

Par conséquent, d'un point de vue intersectionnel, Chauvin et Jaunait (2015), spécialistes en sociologie, soutiennent que l'intersectionnalité est un concept créé pour essayer de comprendre et d'expliquer la position des groupes et/ou des individus dans un système politique ou juridique, expliquant ainsi les différents types d'oppression auxquels les personnes sont confrontées, tels que le racisme, le classisme, le sexisme, l'homophobie, la transphobie, entre autres, et la manière dont elles s'articulent et se renforcent mutuellement, créant un système de domination, de stratification et de discrimination.

Dessel et Rodenborg (2017) soulignent la nécessité d'appliquer une approche intersectionnelle en travail social pour comprendre comment diverses formes d'oppression, telles que la race, le genre, l'orientation sexuelle et la classe sociale, se recoupent et affectent les gens de manière complexe et multidimensionnelle.

De cette façon, nous pouvons affirmer que ce groupe de population est exposé à d'autres types de discrimination en raison de : la race, la classe sociale, le statut juridique, le niveau économique, l'éducation, entre autres, en font un groupe extrêmement vulnérable. « Les personnes LGBTIQ+ sont exposées à des préjugés homophobes, sexistes ou transphobes (LGBTIQ-phobes), ainsi qu'à des comportements racistes, xénophobes, misogynes, etc. » (Rapport ODAE, 2022, p. 9).





L'interculturalité : fait référence à l'assimilation d'un nouveau processus qui soumet les acteur·rice·x·s à l'interaction et au dialogue entre les cultures dans un même contexte social, en tenant compte, et pour ce qui est attendu comme idéal, du respect et de l'appréciation de la diversité culturelle.

Dans le domaine des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée, l'interculturalité implique de reconnaître et d'aborder les expériences et les défis spécifiques auxquels ces personnes sont confrontées lorsqu'iels interagissent avec diverses cultures dans cette nouvelle société qui les accueille

« L'interculturalité repose sur un cadre conceptuel et politique entièrement différent et offre une approche nouvelle et progressiste de la façon dont nous apprenons à vivre avec la diversité » (Cattle, 2016 a, p. 133)

La discrimination : Il est pertinent d'aborder la discrimination en tant que concept, puisque c'est de ce concept que cette recherche trouve son origine, s'agit de toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée, entre autres, sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation, ayant pour effet ou pour but de compromettre ou d'annuler la reconnaissance ; l'égalité dans la jouissance ou l'exercice de tous les droits et libertés (Comité des droits de l'homme des Nations Unies, Observation générale n° 18, 2018).

La discrimination structurelle est une forme de discrimination systémique enracinée dans les institutions, les politiques et les pratiques sociales qui nuit systématiquement à certains groupes, ce qui nous permet de reconnaître que la discrimination à l'égard des personnes LGBTIQ+ est un problème complexe et multidimensionnel, discrimination systémique doit être comprise comme étant « la somme d'effets d'exclusion disproportionnés qui résultent de l'effet conjugué d'attitudes empreintes de préjugés et de stéréotypes, souvent inconscients, et de politiques et pratiques généralement adoptées sans tenir compte des caractéristiques des membres de groupes visés par l'interdiction de la discrimination » (Gaz métropolitain inc. 2011, p.14)

Se référant aux conséquences de la discrimination, cette situation peut impacter la santé autant physique que mentale Meyer (2003) épidémiologiste psychiatrique américain souligne à partir du « Minority Stress Theory » que les populations minoritaires sexuelles sont plus susceptibles de connaître des problèmes de santé mentale négatifs en raison de la stigmatisation associée au statut de minorité sexuelle.

L'inclusion sociale et professionnelle : L'inclusion sociale et professionnelle désigne le processus par lequel les personnes, en particulier celles qui appartiennent à des groupes marginalisés tels que les



personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée, sont en mesure de participer pleinement à la vie de la société d'accueil.

Cette inclusion vise à garantir que tou·te·x·s les membres de la société ont accès à l'égalité des chances, que ce soit en termes d'emploi, de logement, d'éducation ou de participation culturelle et civique. Yuval-Davis (2006), sociologue renommée, souligne que l'inclusion sociale est atteinte lorsque les personnes sont capables de participer pleinement à la société. Cela nécessite de surmonter les obstacles qui entravent l'accès aux ressources essentielles et aux réseaux sociaux. Sa théorie met en lumière l'importance de l'empowerment de ces personnes pour faciliter leur intégration active dans leur communauté, en abordant les barrières systémiques qui peuvent restreindre leur engagement social et économique.

Le travail social : En 1959, l'ONU a déclaré que le travail social n'est pas un concept nouveau : Le travail social est une activité visant à aider les individus et leur environnement social à s'adapter, il est réalisé objectivement avec des techniques et des méthodes conçues pour les individus, les groupes et les communautés afin de répondre à leurs besoins. « Retisser des liens entre individus et groupes sociaux qui, pour des raisons diverses, se situent en dessous ou en dehors des normes de la collectivité de référence » (Guelamine, 2001, p. 11)

L'adaptation du travail social à de nouvelles problématiques est essentielle pour faire face à de nouveaux défis et, sur la base de son objectif de chercher à améliorer la qualité de vie des personnes, c'est pourquoi l'importance de l'intersectionnalité dans les nouvelles façons d'intervenir est discutée, Dessel et Rodenborg (2017) spécialisés dans les domaines du travail social et de la justice sociale manifestent qu'une approche intersectionnelle en travail social est essentielle pour comprendre comment les différentes formes d'oppression, tels que la race, le sexe, l'orientation sexuelle et la classe sociale, se recoupent et affectent les gens de manière complexe et multiforme.

L'intervention sociale : en tant qu'accompagnement actif, elle ne peut être définie rigoureusement, ni par ses finalités, ni par ses publics, c'est pourquoi on tente de la définir en fonction des professionnel·le·x·s qui la composent.: « Pour un nombre sans cesse croissant d'agents, travailler dans l'intervention sociale ne consiste plus à obtenir le consentement des sujets de leur intervention à des valeurs générales mais à les accompagner dans la construction de leur identité personnelle » (Astier, 2009,p.53)

D'autre part, pour reconnaître l'importance de l'insertion socioprofessionnelle dans l'approche étudiée dans cette recherche, Luibhéid et Chávez (2020) soutiennent que l'intervention sociale devrait être



sensible aux réalités des migrant·e·x·s LGBTIQ+, qui sont souvent confronté·e·x·s à « des logiques sexuelles et de genre, dans leurs intersections avec la dépossession économique, la racialisation, le colonialisme de peuplement et l'empire, façonnent qui est ciblé pour la détention et l'expulsion éventuelle » (Luibhéid, E., et Chávez, K. R. 2020, p.29)

Mais, en outre, Luibhéid & Chávez (2020) soulignent la nécessité de partir d'une approche intersectionnelle qui considère les multiples formes d'oppression qui affectent ces personnes et que l'intervention sociale doit s'attaquer à la dynamique de l'illégalité, de la détention et de l'expulsion auxquelles sont confronté·e·x·s les migrant·e·x·s queer et trans, en reconnaissant les intersections du genre, de la sexualité et du statut d'immigration.

La vulnérabilité : Pour que la vulnérabilité soit un concept utile, pour comprendre la spécificité de cette recherche, il est nécessaire de l'aborder d'un point de vue structurel, en la reliant aux transformations sociales mondiales. Cette approche met en évidence les liens sociaux spécifiques qui génèrent ou entretiennent la fragilité chez les personnes et qui deviennent des freins et/ou des obstacles à la réussite de l'inclusion sociale et professionnelle dans le pays d'accueil.

Harchi (2021) sociologue et adjointe scientifique de l'HES expose que la vulnérabilité ne devrait pas être vue simplement comme une faiblesse intrinsèque à certains individus, mais plutôt comme le produit de structures sociales et politiques qui favorisent la marginalisation. Cette perspective s'aligne sur une approche qui voit la vulnérabilité comme issue des contraintes sociales exposant les individus à des risques. Ainsi, Harchi (2024) manifeste que la formation des adultes ne devrait pas seulement viser le perfectionnement professionnel mais aussi prendre en compte ces facteurs structurels, en s'inspirant d'une éthique du *care* qui reconnaisse le caractère structurel des rapports de pouvoir et promeuve un soutien collectif face aux inégalités et à la dépendance.

La vulnérabilité peut également être considérée comme une qualité pour l'organisation sociocommunautaire et participative, c'est-à-dire qu'elle aide également à développer des facultés et des capacités lorsque non seulement le problème est identifié, mais aussi les capacités de ceux qui le possèdent. Selon, le professeur en sociologie de l'Université de Fribourg Marc-Henry Soulet (2005) le rapport à l'intégration, à l'être-société, renvoie chaque personne à ses potentialités, mais aussi à ses doutes et à ses peurs, à ses possibles échecs temporaires, ainsi qu'à ses éventuelles insuffisances paralysantes. La souffrance qui en résulte est, en fait, la souffrance d'être une personne limitée, incomplète par rapport aux possibilités qui lui sont offertes de se réaliser.





L'Agentivité : « fait référence à la capacité de l'être humain d'agir intentionnellement sur lui-même, sur les autres et sur son environnement. Ce dernier est alors appelé un « agent » au sens anglais du terme, c'est-à-dire « quelqu'un d'autonome, capable de L'définir ses propres choix et de les réaliser consciemment et rationnellement, en leur attribuant effectivement des moyens à une fin » (dans Stanford Encyclopedia of Philosophy, 2005).

Jacques Guilhaumou (2012) explore le concept d'agentivité dans son article, en mettant en lumière ses dimensions multiples et son importance dans l'étude des actions humaines et sociales. Il aborde l'agentivité comme un élément clé dans l'histoire discursive du social, révélant comment elle permet une compréhension approfondie des capacités humaines à lier la réalité et le discours. Guilhaumou met en avant les différents niveaux d'analyse de l'agentivité, de l'ontologie à la pragmatique, enrichissant ainsi notre appréhension des pratiques et des valeurs politiques, celle-ci nous permet de comprendre comment les personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée naviguent et résistent aux structures oppressives auxquelles iels sont confronté·e·x·s.

Statut irrégulier : Selon l'Office du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (2014), le terme « migration irrégulière » désigne le déplacement de de migrant·e·x·s internationaux·ales. qui entrent ou séjournent dans un pays sans l'autorisation nécessaire. Diverses appellations sont utilisées pour désigner ces individus, telles que « sans-papiers », « non autorisé·e·x·s » et parfois « illégaux·ales ». L'absence de documents est par exemple l'une des raisons de valider leur légalité dans le pays, comme les visas de travail, les permis de séjour ou l'asile. L'absence de documents peut résulter de diverses situations, telles que l'entrée illégale, l'expiration d'un visa ou le refus d'une demande d'asile, ce qui a un impact direct et limite l'accès aux services et aux droits tels que les soins de santé, l'éducation et la sécurité sociale.

Mais iels sont également confronté·e·x·s à des obstacles importants pour accéder à des emplois formels et sûrs, ce qui conduit à des conditions de travail précaires et à l'exploitation, Car iels craignent d'être signalé·e·x·s et expulsé·e·x·s s'ils demandent une protection ou dénoncent des abus, ce qui en fait une communauté très vulnérable exposée à des problèmes tels que la violence sexuelle, la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle et/ou reproductive, mais aussi aux mariages forcés et/ou aux mariages de complaisance.

Dans ce groupe, nous pouvons placer les migrant·e·x·s économiques qui ont quitté leur pays d'origine à la recherche de meilleures opportunités économiques et qui entrent dans un pays sans les permis nécessaires.





Nous comptons également les demandeur·euse·x·s d'asile qui ont été débouté·e·x·s, qui fuient les persécutions et cherchent la protection du pays d'accueil. Lorsque la demande est rejetée, ces personnes restent illégalement dans le pays par peur de retourner dans leur pays d'origine.

Enfin, les personnes qui sont entré·e·x·s régulièrement dans le pays avec un visa de touriste, d'étudiant·e ou de travail, et qui y restent après l'expiration de leur visa, devenant ainsi des migrant·e·x·s en situation irrégulière.

Situation régulière : Le statut régulier des migrant·e·x·s en Suisse est celui des personnes qui remplissent les conditions légales d'entrée, de séjour et de résidence fixées par le pays. Ces migrant·e·x·s disposent de documents valides, tels que des visas de travail, des permis de séjour ou des droits d'asile, qui leur permettent de séjourner et de travailler légalement en Suisse. Pour faire le lien avec le thème de cette recherche, l'accent est mis sur la migration forcée de manière générale, c'est pourquoi nous nous référons à :

Permis de protection S : Introduit pour les citoyen·ne·x·s ukrainien·ne·x·s en raison de la guerre, le permis de protection S permet un séjour temporaire en Suisse avec accès au travail et aux services de base. Ce permis a été prolongé en raison de la situation actuelle en Ukraine, permettant à ses titulaires de travailler et de séjourner en Suisse tant que l'instabilité persiste dans leur pays d'origine. (Fragomen, 2023 ; Le News, 2023).

Le permis B : Il est accordé aux réfugié·e·x·s reconnu·e·x·s en Suisse qui ont été couvert·e·x·s par la mesure de protection en matière d'asile. Ces réfugié·e·x·s ont démontré qu'ils sont persécuté·e·x·s dans leur pays d'origine en vertu du droit d'asile et de la Convention de Genève. Le permis B permet généralement aux réfugié·e·x·s de séjourner et de travailler en Suisse et est renouvelable tous les deux ans, à condition que les motifs de leur reconnaissance en tant que réfugié·e·x·s restent valables. (Conseil européen sur les réfugiés et les exilés, 2023).

Le permis F : Il est accordé aux personnes qui remplissent les conditions requises pour être réfugié·e·x·s en vertu du droit international, mais qui ne remplissent pas toutes les conditions requises pour obtenir l'asile en vertu du droit d'asile suisse. Ces personnes sont admises provisoirement en Suisse parce que leur expulsion serait interdite pour des raisons humanitaires, comme le risque de persécution dans leur pays d'origine. Le permis F n'est pas un permis de séjour permanent et est renouvelé chaque année. Il permet à ses titulaires de résider et de travailler en Suisse, bien que son statut soit plus précaire par rapport au permis B. (Organisation suisse des réfugiés, 2023).



Il convient d'énumérer quelques-unes des différences entre ces permis, qui peuvent avoir un impact énorme sur le processus d'insertion socioprofessionnelle, par exemple :

Le permis B offre une plus grande stabilité et une voie plus claire vers la résidence permanente, tandis que le permis F est temporaire et révisé chaque année.

Les titulaires d'un permis B ont accès à un ensemble plus large de droits, y compris la possibilité de demander un document de voyage pour réfugié·e·x, en vertu de la Convention de Genève.

Les deux permis vous permettent de travailler en Suisse, mais les droits d'intégration et de travail peuvent être plus limités pour les titulaires d'un permis F en raison de leur statut temporaire.

Migration forcée : En ce qui concerne le groupe des personnes concernées qui participent à cette recherche, l'utilisation du terme « migration forcée » en relation avec les personnes LGBTIQ+ est appropriée car elle décrit avec précision les circonstances dans lesquelles ces personnes sont contraintes de quitter leur pays d'origine. Dans ce contexte, la migration forcée fait référence à la nécessité de fuir en raison de la persécution, de la violence, de la discrimination systématique et des menaces graves pour la vie et la sécurité fondées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre. Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), « En raison de la discrimination et des abus qu'elles subissent, de nombreuses personnes LGBTI fuient leur pays d'origine et cherchent une protection à l'étranger. Les personnes LGBTI peuvent être constamment menacées de violations des droits humains en raison de lois discriminatoires et d'attitudes sociétales hostiles dans les pays d'asile » (HCR, 2012, p.1). Ce type de migration se distingue des autres types de migration volontaire, car les personnes concernées n'ont pas d'autre option viable pour assurer leur survie et leur bien-être.

8. Perspective

Dans cette recherche, nous explorons les dynamiques d'inclusion sociale et professionnelle des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève, en nous appuyant sur une série d'études antérieures et contemporaines. Dans la lignée de la recherche d'Alessi et al. (2020), qui examine les expériences d'intégration des réfugié·e·x LGBTQ+ en Autriche et aux Pays-Bas, notre étude porte sur le Canton de Genève, en partant des particularités et spécificités dans l'ordre de l'inclusion professionnelle et sociale.



Pour enrichir cette analyse, nous avons intégré des recherches locales pertinentes, telles que la recherche-action Asile LGBT (2016), Rainbowspot (2023) et ODAE ASILE LGBTIQ+ (2023). L'étude-action 2016 de l'Asile LGBT met en évidence les obstacles structurels et les lacunes des politiques migratoires envers les réfugié·e·x LGBTIQ+ à Genève. De même, la récente étude Rainbowspot (2023) explore les réalités vécues par les demandeur·euse·x·s d'asile LGBTIQ+, du cadre juridique, en soulignant les besoins spécifiques de cette population.

Enfin, l'analyse de l'ODAE sur la situation des personnes LGBTIQ+ dans le système d'asile (2022) fournit un cadre critique du point de vue des personnes directement concernées pour comprendre les échecs des politiques migratoires en Suisse, mettant en évidence les discriminations systémiques qui persistent à l'égard de ce groupe de population. Ce lien entre les différentes études de recherche nous permet d'adopter une approche ascendante de la question de l'inclusion à Genève, en tenant compte des expériences et des voix des personnes directement concernées.

Nous utilisons l'approche d'analyse ascendante pour obtenir les résultats à partir des expériences et des besoins des personnes concernées afin de développer une compréhension plus large du problème et de concevoir des interventions efficaces. « Les méthodologies d'analyse ascendante permettent l'intégration directe des voix et des expériences des personnes touchées dans la recherche, fournissant une base solide pour des interventions sensibles et contextuellement pertinentes » (Menjívar, 2011, p. 102).

Cette approche est particulièrement adaptée pour étudier le processus d'inclusion socioprofessionnelle des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève, car il se concentre sur la compréhension des expériences individuelles et collectives à partir de la base, en veillant à ce que les interventions et les politiques soient pertinentes et efficaces, car les besoins et les voix des personnes directement concernées sont pris en compte.

En plus, l'approche adoptée par la chercheuse dans cette étude est particulièrement pertinente, car elle-même fait partie de la communauté objet de son étude. En tant que femme réfugiée lesbienne en Suisse, elle a vécu personnellement les défis de l'inclusion sociale et professionnelle. Son expérience enrichit sa recherche, lui permettant d'apporter une perspective authentique et vécue. Son travail en tant que professionnelle dans une association qui promeut les droits des personnes LGBTIQ+ en situation de migration ajoute une dimension pratique et engagée à son analyse. Cette combinaison de vécu personnel et d'expertise professionnelle est cruciale pour explorer en profondeur les dynamiques complexes de l'inclusion et de l'identité dans le contexte migratoire.



8.1. Posture professionnelle :

D'autre part, mon rôle de chercheuse et activiste me donne un accès privilégié à une compréhension plus large de la subjectivité et de la réalité de ces personnes, ce qui me permet également de porter un engagement envers la justice sociale, la participation communautaire et la réflexivité critique. Comme l'exprime Muñoz (1999), notre travail intellectuel doit toujours être une forme de lutte et de résistance, un travail qui ne se contente pas de décrire le monde, mais qui vise à le transformer.

Ce rôle vise non seulement à comprendre les questions soulevées dans la recherche, mais aussi à plaider en faveur de changements sociaux qui profitent aux communautés marginalisées. Nous reconnaissons l'importance de faire participer les communautés marginalisées au processus de recherche pour s'assurer que leurs voix et leurs expériences sont au cœur de la production de connaissances, « faite aux personnes détentrices de savoirs marginalisés dans les processus de production de connaissances » (Godrie, B., Juan, M., & Carrel, M. 2022, p.14)

La proximité de la chercheuse avec les personnes concernées peut offrir des avantages significatifs en termes d'accès à la recherche, de compréhension et d'empathie envers les expériences de ceux qui y participent.

Cependant, cela pose également des défis éthiques et méthodologiques qui doivent être abordés avec une réflexivité critique, nécessitant une autoréflexion continue sur la façon dont leur position et leurs expériences personnelles peuvent influencer la collecte et l'analyse des données. Pillow soutient que « la réflexivité n'est pas seulement une question de méthodes, mais aussi d'éthique et de pouvoir dans la recherche » (Pillow, 2003, p. 176).

McDonald (2013) Il souligne que l'identité et l'expérience personnelle de la chercheuse peuvent enrichir la recherche qualitative en fournissant une compréhension plus profonde et plus empathique des expériences des participant-e-x-s. Par ailleurs, « l'utilisation du "soi" dans la recherche permet une réflexivité critique, qui non seulement remet en question les catégories identitaires, mais reconnaît également la fluidité et la nature changeante des identités des chercheurs et des participants tout au long du processus de recherche » (McDonald, 2013, p. 135).

9. Éthique et principes de recherche

La recherche suit les principes éthiques établis dans le Code de déontologie du travail social en Suisse, en préservant l'anonymat de chaque personne qui a participé afin de garantir son droit à l'intégrité personnelle. Les prénoms ont été ou pas modifiés à la demande de chaque personne. Seules les données validées par les personnes impliquées ont été utilisées, garantissant ainsi leur consentement éclairé et volontaire, « la confidentialité et l'anonymat sont cruciaux pour protéger les participants contre les dommages potentiels et garantir le respect de leurs droits à la vie privée et à l'intégrité personnelle » (Roffee et Waling, 2017, p.235).

L'éthique était au cœur de cette recherche, guidant la prise de décision et veillant à ce que les principes fondamentaux d'honnêteté, de responsabilité et d'équité soient respectés. Ces principes font partie intégrante du code d'éthique de la recherche, garantissant que le processus est transparent, clair et compréhensible pour chaque participant·e·x. Le droit des participant·e·x·s de se retirer des entretiens ou de les interrompre s'ils le souhaitent a été respecté.

Dans le cadre de la responsabilité de la chercheuse, un formulaire de consentement écrit a été rempli et signé pour chaque participant·e·x, dans le respect de son autonomie et en s'assurant qu'il était bien informé·e·x des objectifs et des risques de l'étude. Ce processus a été accompagné d'un document qui informait de l'objectif de la recherche, clarifiant les droits des participant·e·x·s et exigeant leur signature d'un commun accord.

À partir de la connaissance du groupe interviewé, une relation de confiance a été créée, garantissant que la confidentialité des informations et la protection de la vie privée des participant·e·x·s étaient des aspects critiques soigneusement pris en compte à tout moment. L'enregistrement audio a été réalisé d'un commun accord, informant les participant·e·x·s que les informations recueillies seraient utilisées exclusivement pour cette recherche. À la fin de l'enquête, tous les enregistrements, transcriptions et autres données collectées ont été supprimés.

Au cours du processus, l'accent a été mis sur le respect de la différence et le non-jugement des personnes, ce qui implique de reconnaître et de valoriser les réalités de chacun des participant·e·x·s par opposition aux croyances, à la culture, entre autres, Yep et al. (2019) soulignent l'importance du respect de la diversité culturelle et religieuse dans la recherche, affirmant qu'« il est essentiel pour les chercheurs queer d'adopter une sensibilité culturelle et une compréhension profonde des diverses croyances et valeurs des participants afin d'assurer une représentation équitable et juste dans les

études » (Yep, Lovaas & Elia, 2019, p.157). Tout au long du processus, le respect de la diversité culturelle et la sensibilité aux croyances et aux valeurs religieuses des répondant·e·x·s ont été pris en compte, assurant ainsi l'équité et la justice dans le processus.

Chaque participant·e·x a été averti·e qu'il devait, si au cours du processus de recherche ou à tout moment, iel se sentait violé·e, rabaissé·e, ou s'iel subissait une forme quelconque de discrimination, d'abus ou d'exploitation, le rejeter et le dénoncer vigoureusement. Iel pouvait décider de mettre fin à sa participation sans donner d'explication, protégeant ainsi son intégrité et son bien-être.

Il est essentiel que tout conflit d'intérêts soit divulgué et géré de manière transparente et honnête, en garantissant l'impartialité et l'objectivité de l'étude. La chercheuse est consciente de sa position en tant que professionnelle impliquée dans la recherche et aussi en tant que personne concernée. Par conséquent, la recherche a été menée selon des principes éthiques stricts afin de protéger les participant·e·x·s et d'assurer la qualité et l'intégrité des données recueillies. Cela a permis de créer un environnement sûr et respectueux où les participant·e·x·s pouvaient partager librement leurs expériences et leurs perspectives, contribuant ainsi de manière significative à l'objectif de l'étude.

10. Présentation des résultats

Pour mener à bien l'analyse de cette recherche, les données collectées ont été organisées en catégories thématiques pertinentes, qui ont émergé à la fois des objectifs de l'étude et des thèmes récurrents identifiés lors de la collecte des données. Les principales catégories comprennent le processus de migration lié à la discrimination, la situation de l'emploi dans le pays d'origine, la relation avec la famille et d'autres formes de discrimination rencontrées. D'autres questions ont été explorées, telles que la conception de l'intégration, la conception de l'intervention sociale, les obstacles au processus d'inclusion, la conception de l'avenir, la santé et la formation spécifique pour le groupe de professionnel·le·x·s.

L'analyse a reposé sur un va-et-vient constant entre ces catégories de données empiriques et le cadre théorique adopté, inspiré des travaux d'Alessi et al. (2020) sur l'intégration des réfugié·e·x·s LGBTQ+ en Autriche et aux Pays-Bas, et complété par des recherches locales telles qu'Asile LGBT (2016), Rainbowspot (2023) et ODAE ASILE LGBTIQ+ (2023).



L'analyse portera sur quatre domaines principaux : les discriminations structurelles et sociales, la capacité d'action personnelle, la nécessité d'un soutien institutionnel spécifique et la formation et la sensibilisation des professionnel·le·x·s des services sociaux. Chacun de ces domaines joue un rôle crucial dans la compréhension du processus d'inclusion de ces personnes dans la société d'accueil. En explorant ces dimensions, il s'agit de fournir une compréhension globale des complexités du processus d'inclusion socioprofessionnelle. Cette approche permet non seulement d'identifier les défis, mais aussi de mettre en évidence les stratégies efficaces et les ressources nécessaires pour soutenir les personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée sur leur chemin vers l'autosuffisance, le bien-être et la réussite professionnelle.

10.1. L'influence de l'orientation sexuelle et/ou de l'identité de genre sur le processus migratoire

10.1.1. La vie avant de partir

Selon Alessi et al. (2020), les recherches ont révélé que les réfugié·e·x·s LGBTQ sont souvent confronté·e·x·s à des traumatismes graves et prolongés avant leur migration, notamment des abus psychologiques, des agressions physiques et sexuelles, des viols correctifs, des thérapies de conversion forcée, du chantage et des humiliations publiques. Ces événements, qui commencent généralement dans l'enfance et se poursuivent à l'âge adulte, sont perpétrés par des membres de la famille, des membres de la communauté et des acteur·rice·x·s étatiques.

De plus, pour éviter la violence et la victimisation, de nombreuses personnes LGBTIQ+ dans ces contextes sont contraintes de cacher leur identité ou de modifier leur comportement non conforme au genre (Alessi, Kahn, & Chatterji, 2016 ; Alessi, Kahn, & Van Der Horn, 2017 ; Hopkinson et al., 2017 ; Shidlo & Ahola, 2013 ; Alessi, 2020).

Par conséquent, la migration des personnes LGBTIQ+ est souvent profondément influencée par leur orientation sexuelle et/ou leur identité de genre, ce qui devient un facteur clé dans la décision de mener à bien un processus migratoire. Le groupe participant est composé de personnes qui ont souvent mené un travail d'activisme et/ou pour la défense des droits LGBTIQ+, mais aussi de celles qui, sans assumer publiquement leur identité, sont confronté·e·x·s à une discrimination et à une violence exacerbée dans leur pays d'origine, les forçant à fuir en quête de sécurité.





a. Survie et vulnérabilité :

Le cas de Primavera est l'exemple clair de la réalité à laquelle les personnes trans sont confrontées, Primavera affirme qu'elle doit effectuer deux types de travail dans son pays d'origine, elle a dirigé une association tout en faisant du travail du sexe pour survivre, voici comment elle illustre sa réalité au Panama : « *J'avais cette association, je travaillais comme coordinatrice et directrice de l'association et en même temps je devais faire du travail du sexe* » (Primavera).

Cette citation met en lumière l'extrême précarité et les situations difficiles auxquelles sont confronté·e·x·s les personnes LGBTIQ+ et les choix difficiles qu'ils doivent faire, souvent en raison d'un manque d'opportunités économiques et éducatives. D'autre part, le travail de Primavera en tant que militante l'a amenée à mettre sa vie en danger, car elle avait mené des enquêtes qui impliquaient l'État panaméen dans des violations des droits des personnes trans : « *Avant de quitter le Panama, j'avais mené une enquête sur les crimes commis par l'État à l'encontre des personnes transgenres et je disposais de tous les résultats* » (Primavera)

b. Le rejet familial :

Le rejet familial est une autre des principales raisons pour lesquelles les personnes LGBTIQ+ fuient leur pays d'origine. Alex, par exemple, a été contraint de fuir en raison d'un complot familial visant à l'assassiner en raison de son orientation sexuelle, Alex a été adopté par une famille à la peau claire lorsqu'il était enfant, ses traits afrodescendants ont été rejetés par les membres de sa famille et sur le plan social, ce qui l'amène également à devenir le centre de différents types d'exclusion et de violence de la part de sa famille adoptive qui l'a amené à fuir un plan organisé pour l'assassiner, Alex le déclare comme suit : « *L'héritage de la grand-mère ne pouvait pas être laissé au noir et au gay de la famille qui n'a même pas notre sang, il a été adopté. Il y avait donc beaucoup de facteurs, mais certainement ma sexualité, le fait que j'étais un enfant notoirement élevé avait beaucoup de poids là-dedans* » (Alex).

Pour Primavera, qui a été persécutée par des membres de sa propre famille qui ont tenté de l'assassiner, le manque de protection de l'État lui confère une double vulnérabilité et elle est confrontée à des situations d'extrême danger pour sa vie, étant emprisonnée en tant que femme trans par l'État panaméen, Primavera résume ainsi sa situation dans son pays d'origine : « *Il y a toute une histoire de violence, toute une histoire de violence domestique, toute une histoire de violence sociale, toute une histoire de violence d'État où l'État me met en prison pendant des jours et des jours dans des cellules avec 20 ou 30 hommes* » (Primavera).

c. Entre la violence d'État et l'absence de garanties :





Selon Human Rights Watch (2021), cette exclusion familiale et sociale expose les personnes LGBTIQ+ à la violence, combinée au manque de protection de l'État, dans beaucoup de ces pays il n'y a pas de lois pour protéger ces personnes, au contraire, dans beaucoup de ces pays ils sont pénalisé·e·x·s ou tout simplement rendu·e·x·s invisibles, ce qui les pousse à chercher refuge dans des pays où ils espèrent trouver une protection.

Le groupe de personnes interrogées nous montre la réalité dans différentes parties du monde, en tenant compte du fait que les personnes interrogées viennent de différents pays et montrent la réalité de différentes parties du monde.

Dans le cas des lois anti-LGBTIQ+ et la persécution de l'État sont des réalités cruelles dans de nombreux pays, où être LGBTIQ+ est passible de mort ou de peines de prison. Le témoignage d'un participant iranien est un exemple clair de la situation dans certains pays : *« Je suis allé en prison pendant 10 jours dans mon pays... Il avait un problème avec le gouvernement. Parce que dans mon pays, c'est très, comment dire, c'est très, très sensible pour ça, pour les personnes LGBT, tout se passe pour les personnes LGBT, tout, comme on dit, n'était pas légal »* (S., participant iranien).

Cette citation illustre la persécution de l'État à laquelle ces personnes sont confrontées, exacerbant leur vulnérabilité et justifiant ainsi leur besoin urgent de quitter leur pays pour sauver leur vie.

Même dans des situations où l'État devrait protéger ses citoyens, il peut être le déclencheur et donc déclencher une nouvelle source de danger pour les personnes LGBTIQ+. La persécution policière est courante dans des pays comme le Venezuela pour la population LGBTIQ+, Alex déclare qu'il a été averti par l'un des policiers qui a remarqué son orientation sexuelle au moment où Alex tente de porter plainte pour abus sexuel, Alex se souvient de l'avertissement du policier de cette manière : *« Ne t'approche pas de la police pendant que tu es ici parce qu'ils vont te tuer »* (Alex).

Cette réalité reflète la violence systémique à laquelle les personnes LGBTIQ+ sont confrontées, non seulement par la société, mais aussi par les forces de l'ordre qui sont censées devenir des protecteur·rice·x des droits des personnes, la dénonciation des abus sexuels subis par Alex n'a jamais été entendue.

À cette situation s'ajoute le harcèlement constant et l'abus de pouvoir de la police, par exemple, qui empêche les gens de chercher protection auprès des autorités et, au contraire, génère des sentiments de peur, de manque de confiance et d'incrédulité qui se reflètent dans la citation suivante d'Alex : *« Mes cercles LGBT étaient des gens qui fuyaient la police. Et qu'ils ont esquivé la police. Et que ce n'étaient pas des gens qui faisaient quelque chose d'illégal, mais qu'ils devaient fuir vers la police parce*



qu'ils étaient gays et parce que si vous êtes gay, un policier vient à vous. Eh bien, si tu ne fais rien d'illégal, au moins tu te fais violer » (Alex).

Cette vision de la situation dans les pays où il n'y a pas de protection pour les personnes LGBTIQ+, montre une réalité marquée face à la criminalisation des identités sexuelles et de genre qui s'enracine dans certaines sociétés, ce qui pousse les personnes concernées à considérer la migration comme leur seule chance de survie.

Dans l'aspect intersectionnel, nous pouvons voir comment l'intersection de différentes formes de violence familiale, sociale et étatique joue un rôle décisif lors de la migration.

d. Être LGBTIQ+ dans le monde du travail :

Sur le plan professionnel, les personnes LGBTIQ+ qui affichent ouvertement leur orientation sexuelle ou leur identité de genre sont souvent confrontées à des conflits personnels et professionnels, ce qui affecte directement leur stabilité économique et les pousse à chercher à améliorer leur qualité de vie par le biais de la migration. David nous parle de sa situation : « *Ma vie personnelle s'est immiscée dans mon travail et des commentaires ont été faits selon lesquels j'abusais sexuellement de mes étudiants. Ils ont commencé à se rendre compte que j'étais homosexuel, ils ont commencé à dire que j'avais des relations sexuelles avec mes élèves plus âgés* » (David).

Ce type de situation, dans laquelle la vie personnelle interfère avec la vie professionnelle, peut conduire à des malentendus et à des accusations injustes, compromettant les carrières et les perspectives d'emploi des personnes concernées, dans le cas de David qui a travaillé comme professeur de langues avec des groupes d'adolescents, sa vie professionnelle a été affectée négativement en exposant ouvertement son orientation sexuelle devant ses collègues qui l'accusaient d'avoir des relations sexuelles avec ses élèves mineurs à la suite de la révélation de son homosexualité.

e. Les personnes LGBTIQ+ en situation de handicap :

Les personnes présentant des caractéristiques intersectionnelles, telles que les personnes handicapées membres de la communauté LGBTIQ+, sont particulièrement vulnérables dans leur pays d'origine. Ces caractéristiques ajoutent une couche supplémentaire de discrimination, ce qui rend la situation dans leur pays d'origine encore plus difficile. Un participant ukrainien malentendant nous permet de démontrer la double discrimination dont il a fait l'objet : « *En Ukraine, c'était passé tout le temps il y a une sorte de décalage entre le fait que je sois un homme et le fait que je ne sois pas totalement masculin signifie que je suis handicapé, que je suis homosexuel* » (participant ukrainien).

Face à sa réalité quotidienne, à l'imbrication de deux réalités qui font de lui le foyer d'une double discrimination, voici ce que notre participant affirme : « *Lorsque vous êtes une personne handicapée et une personne LGBTQIA+, en même temps, il n'est pas du tout clair entre quelle option est la meilleure ou la pire* » (participant ukrainien)

f. Entre la stigmatisation et la santé :

Enfin, face aux raisons qui ont poussé les personnes qui ont participé à la recherche, on retrouve la stigmatisation liée au VIH qui devient un facteur déstabilisant pour les personnes LGBTQ+ en général et encore plus pour celles qui travaillent dans le domaine de la santé.

Roberto, dentiste de profession qui n'est pas séropositif, se souvient des situations auxquelles il a été confronté sur son lieu de travail : « *Je travaillais, c'était un peu compliqué parce qu'il y avait des gens qui voulaient essayer de me faire passer un test de dépistage du VIH obligatoire... la principale raison pour laquelle j'ai quitté mon pays était le VIH* » (Roberto).

Être séropositif a été exposé comme un des motifs pour ces personnes à une discrimination supplémentaire, tant sur le plan social que professionnel, les obligeant à chercher la possibilité de migrer vers des environnements plus tolérants. Roberto ajoute : « *J'ai terminé l'université et j'ai commencé à travailler à l'hôpital pendant toute une année de ma carrière, qui est la dentisterie... il était un peu persécuté par l'administration de l'hôpital* » (Roberto).

Ce témoignage illustre que la combinaison de l'orientation sexuelle et/ou de l'identité de genre et du statut VIH devient la cible de persécutions, ce qui conduit les gens à rendre leur vie insupportable dans certains pays, les amenant ainsi à prendre la décision de quitter leur pays et de chercher un environnement plus sûr.

10.1.2. Analyse des défis spécifiques aux LGBTQ+ liés à leur parcours migratoire

a. Le prix de la migration :

Les personnes LGBTQ+ originaires de pays pauvres ou dont la situation économique est moins solvable sont souvent confrontées à des sacrifices personnels pour financer leur processus de migration. Dans de nombreux cas, iels doivent recourir à des solutions extrêmes pour collecter les fonds nécessaires pour sauver leur vie.

Primavera, qui pratiquait le travail du sexe, par exemple, a été contrainte d'augmenter la présence avec ses clientes du sexe pour financer son voyage : « *Le billet a coûté environ 4000 francs, environ 4000 dollars. C'en était donc trop. Et ceux qui ont payé mon billet étaient mes clientes du sexe* »

(Primavera). Avec cette histoire, nous pouvons mettre en évidence la vulnérabilité économique à laquelle ces personnes sont exposées, ce qui les oblige à prendre des décisions difficiles pour garantir leur sécurité.

b. La procédure d'asile en Suisse pour les personnes LGBTQ+ :

La procédure d'asile en Suisse n'est pas sans défis. Des demandeur·euse·x·s d'asile LGBTQ+ racontent des expériences profondément traumatisantes dans les centres de procédure, où ces personnes sont souvent confrontées à des expériences traumatisantes et invisibles. Primavera se souvient de son expérience : « *Entrer dans cet endroit est l'une des choses les plus traumatisantes que j'aie jamais vécues... Je ne m'étais jamais sentie aussi dépouillée de tout de ma vie, j'avais l'impression que rien ne m'appartenait, que même ma propre existence ne m'appartenait pas* » (Primavera)

Ce témoignage illustre le profond sentiment de perte, de solitude et de vulnérabilité que ces personnes vivent au sein des centres de procédure d'asile, mais aussi l'invisibilité de la question face à la structure qui participe à ce processus. Pour Jenny qui a vécu le processus d'asile dans un centre aussi, ces lieux ne donnent pas un sentiment de garantie et de sécurité qui conduit les gens à cacher leur identité pour garder leur propre sécurité Jenny le dit comme ceci : « *Par la peur d'être discriminées, il faut dire avec ma compagne que nous sommes sœurs* » (Jenny)

Selon l'ODAE Romand (2022), cette situation n'est pas l'unique, bien que plusieurs personnes aient reporté avoir été obligées de cacher leur orientation sexuelle et/ou identité de genre pour éviter problèmes et violences dans les Centres Fédéraux de procédure d'asile CFA ou dans les hébergements collectifs. Cela entraîne de la détresse, aggrave l'isolement et l'invisibilité des personnes LGBTQ+ en situation de migration forcée.

c. Être exposé à d'autres discriminations dans le pays d'accueil :

Dès leur arrivée dans le pays d'accueil, les personnes LGBTQ+ ne sont pas exemptes de harcèlement et de criminalisation, ce qui les amène à faire face à de nouveaux obstacles tels que le délit facial, Roberto, par exemple, a été victime de harcèlement policier dans la ville de Zurich alors qu'il rendait visite à sa compagne et a été faussement accusé de prostitution simplement pour avoir porté des vêtements féminins jugés inappropriés : « *La police m'a encerclé avec la voiture, ils me regardaient depuis la voiture. Je me sentais un peu dépassée... Puis ils m'ont emmené au poste de police. Là, ils ont tout inspecté, ils m'ont complètement déshabillé. Et juste pour porter un vêtement que je n'aurais pas dû porter pour eux, qui est du fil dentaire... c'est pourquoi ils m'ont accusé de prostitution* » (Roberto).

Roberto a été en détention pendant trois jours, sans avoir accès aux médicaments pour sa maladie, ni a eu aucun contact avec ses proches ou famille. Cette expérience montre à quel point le harcèlement et la criminalisation sont toujours présents dans la nouvelle vie de ces personnes, même dans des environnements où elles devraient se rencontrer et se sentir en sécurité, selon le rapport de l'ODAE (2022), les violences et discriminations subies par les personnes LGBTIQ+ ne disparaissent pas une fois arrivées en Suisse. Elles peuvent continuer à faire face à un climat d'hostilité simplement en raison de leur apparence ou de leur expression de genre.

10.2. Reconnaissance des obstacles et des défis au processus d'inclusion socioprofessionnelle des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève

Les personnes LGBTIQ + en situation de migration forcée à Genève sont confrontées à un certain nombre de défis et d'obstacles complexes dans leur processus d'inclusion sociale et professionnelle, qui découlent de facteurs juridiques, sociaux, personnels et institutionnels. Ces obstacles sont multiples, mais ils sont profondément liés, ce qui contribue à la marginalisation systématique de cette population vulnérable. À partir de cette analyse, nous examinerons ces défis en abordant divers sujets, afin d'avoir une meilleure clarté et compréhension des obstacles qui empêchent une inclusion efficace réussie de ces personnes dans la société d'accueil et sur le marché du travail.

a. Obstacles juridiques et administratifs

D'une manière générale, les verrous juridiques deviennent des obstacles à l'inclusion sociale et professionnelle des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée. Dans cette recherche, les participant·e·x·s ont différents types de statuts : Primavera, Yuli et Jenny sont des réfugiées et ont un permis B, notre participante ukrainienne a un permis S, tandis que notre participante iranienne a un permis F pour les réfugié·e·x·s.

Dans le cas d'Alex qui a un permis B, avec une date qui est sur le point d'expirer et sans possibilité de renouvellement, Roberto a qui a fait une demande humanitaire il y a cinq ans, il a une attestation qui indique que son processus est en cours, enfin Sergio est en situation irrégulière après que sa demande d'autorisation de regroupement familial n'a pas abouti et David est en situation irrégulière (sans-papiers) après deux ans en Europe.

L'absence de documents administratifs ou les conditions précaires dans lesquelles sont confrontées les personnes avec des permis tels que le N ou le F ralentissent ou empêchent un processus d'inclusion car elles limitent les personnes dans le temps, l'accès aux opportunités d'emploi et de



formation, mais les amènent également à prendre des mesures désespérées pour survivre. Dans le cas de notre participant iranien, qui a un permis F, qui doit être renouvelé chaque année, trouver un emploi représente un défi supplémentaire, et l'aide sociale ne suffit pas pour ce qu'il dit : « *Quand vous n'avez pas l'autorisation, toutes les portes sont fermées... Les personnes LGBT, par exemple, quelqu'un qui n'a pas de permis, qui ne peut pas travailler, qui n'a pas d'argent, qui va vendre son corps pour gagner de l'argent, pour moi, c'est horrible* » (S.participant iranien)

Le cas de Roberto, dentiste de profession, illustre également la situation des professionnels qui quittent leur pays à la recherche d'une vie meilleure, Roberto attend depuis cinq ans une réponse à sa demande de congé humanitaire en raison de problèmes de santé liés au VIH.

Pendant tout ce temps, il a été limité à l'obtention d'un emploi de qualité, Roberto qui vit avec sa mère, une femme de plus de 65 ans, reçoit l'équivalent de la moitié de l'aide sociale, la situation est un exemple clair de la façon dont les gens sont soumis à des situations précaires et en plus du temps d'attente investi dans un processus administratif qui à ce jour n'a pas été résolu, Roberto l'affirme comme suit : « *Pour le moment, je ne peux pas travailler parce que je n'ai pas d'autorisation. Et ici, la plupart des endroits où vous demandez du travail demandent une autorisation. C'est donc quelque chose... on pourrait logiquement dire qu'il n'est pas facile de trouver du travail* » (Roberto).

La situation juridique de Roberto a encore plus affecté la situation lorsqu'il a été arrêté par la police à Zurich, car il n'avait qu'une attestation du Canton de Genève, il a été accusé d'être irrégulièrement dans le pays, Roberto a reçu une amende et a dû comparaître devant un tribunal pour prostitution, lors de l'entretien avec Roberto, nous avons dû nous arrêter à plusieurs reprises en raison du sentiment de tristesse infinie, l'impuissance et la peur que le souvenir de cette situation génère en lui.

L'insécurité juridique affecte donc non seulement la capacité des personnes LGBTIQ+ à se débrouiller seules, mais aussi leur bien-être émotionnel et mental. L'absence d'un statut juridique stable crée une instabilité qui empêche ces personnes de planifier leur avenir et de se projeter dans la société d'accueil. Cela contribue à un sentiment de désespoir et de frustration, ce qui peut à son tour aggraver son isolement et sa marginalisation, Alex sait qu'il ne peut pas retourner dans son pays en raison de sa situation de risque imminent, par conséquent, il sera confronté à la procédure d'asile dans les mois à venir, Alex dessine cette situation comme suit : « *Beaucoup de stress, beaucoup de peur de ce qui va se passer à l'avenir. En d'autres termes, vous dépensez toutes vos économies. Vous vous endettez sans savoir ce qui va se passer dans le futur. Sans savoir quel type de permis vous allez avoir. Sans savoir si, à la fin, quelqu'un décide simplement que votre histoire n'est pas crédible ou que si elle l'est,*



ils s'en fichent et ils vous expulsent ou vous envoient ailleurs. Dans un endroit où tu peux soit être tué, soit être violé ou violé» (Alex)

Le sentiment d'invisibilité et la peur de dessiner l'avenir sont présents chez Sergio et David, qui se trouvent de manière irrégulière : *« En Europe, je n'étais rien ou je ne suis rien parce que je suis un fantôme littéral, je suis un fantôme » Cristian*

D'autre part, l'image de future à Sergio est inexistante : *« Je ne peux pas penser à un Sergio de 32 ans, je ne le vois pas. Je n'arrive pas... Je vois l'écran en noir » (Sergio)*

Au centre du groupe de pairs l'association, il y a une question récurrente parmi les personnes qui participent, cela j'ai mis en évidence en tant que professionnelle présente sur le terrain, après avoir connu le nom et le pays des personnes qui arrivent, la question qui se répète parmi les personnes concernées c'est « Avez-vous un permis séjour ? », « en effet, la vie sociale, professionnelle et familiale est conditionnée par le statut octroyé" (ODAE, 2022, p.21)

b. Discrimination structurelle et préjugés sociaux

Les réponses des répondant·e·x·s nous permettent de reconnaître une discrimination structurelle qui devient un autre obstacle important à l'inclusion socioprofessionnelle des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée. Cette discrimination se manifeste de diverses manières, notamment par des préjugés raciaux ou sexistes, qui exacerbent les difficultés auxquelles ces personnes sont déjà confrontées en raison de leur statut de migrant·e·x·s.

David, par exemple, explique comment son origine latino-américaine l'a conduit à être stigmatisé et réduit à des stéréotypes simplistes, ce qui a limité ses opportunités professionnelles, David a essayé de s'intégrer en tant que professeur de langues et en tant qu'artiste dans différents espaces sans succès, d'autre part, David a déclaré dans des espaces ouverts dans le groupe de l'association qu'il a vécu des expériences dans lesquelles il s'est senti « utilisé comme un objet sexuel » : *« Les étrangers aiment les murènes et les brunes et les considèrent tout de même comme exotiques... ils ne vous voient pas comme une personne éduquée, au contraire, ils vous voient comme une personne qui n'a pas d'éducation » (David)*

La position de Primavera ajoute à cette situation : *« La société a beaucoup de préjugés sur la race. Je suis latino, bien sûr, ça nous pèse. Le fait que depuis que nous sommes latinos, nous ne savons que danser. Que nous ne sommes pas très intelligents » (Primavera).*



Ces préjugés raciaux et sexistes contribuent à la marginalisation de ce groupe de personnes. Les perceptions erronées et les stéréotypes perpétrés par la société et les institutions qui limitent non seulement les opportunités professionnelles, mais aussi l'inclusion sociale de ces personnes. Le racisme, le sexisme et la transphobie se combinent pour créer un environnement hostile, où les gens sont constamment confrontés à des obstacles qui les empêchent d'atteindre leur plein potentiel.

c. Dans le marché du travail

Cette section révèle la complexité marquée par les expériences d'invisibilité, de marginalisation et de défis socio-économiques considérables vécus par les personnes concernées. Les témoignages recueillis montrent une diversité d'expériences et de sentiments dans le marché du travail.

Selon Parini & Lloren, (2017), professeures à l'Université de Genève l'orientation sexuelle, contrairement à des caractéristiques visibles telles que l'appartenance ethnique ou le sexe, ne possède pas de marqueur social explicite. En conséquence, elle reste souvent indétectable, poussant parfois les personnes homosexuelles à faire preuve de discrétion quant à leur mode de vie, particulièrement dans des environnements sociaux potentiellement hostiles.

Des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée, comme David qui, en raison de son expérience dans son pays d'origine où la révélation de son identité au travail, a entraîné des conséquences vers sa vie personnelle et professionnelle qui ont été affecté·e·x·s par de fausses accusations. Il prend donc un mécanisme de défense pour éviter de répéter ces situations et démontre donc un exemple de que ces personnes doivent naviguer entre plusieurs identités pour survivre dans des environnements sociaux et professionnels hostiles, David le démontre ainsi : « *Dans mon travail, j'ai un profil, dans ma vie sociale, j'ai un autre profil* » (David).

Ces adaptations forcées, apprises comme méthodes pour éviter la stigmatisation ou les préjugés, montrent l'ampleur des obstacles auxquels ces personnes sont confrontées au quotidien, qui se recoupent avec d'autres types de discrimination, Sergio parle de ses expériences dans le bar où il travaille comme serveur, où il se sent jugé pour son origine économique et sociale qui renforce son sentiment de non-appartenance : « *Dans le bar où je vais, il y a des gens d'assez bonne condition économique... Ma façon de m'exprimer n'est pas celle des riches. Alors... J'ai entendu dire qu'ils faisaient des commentaires ou riaient...* » (Sergio).

L'expérience de la marginalisation sur le marché du travail est encore plus prononcée pour ceux qui sont contraint·e·x·s d'accepter des emplois précaires, souvent bien en deçà de leurs qualifications professionnelles, comme le souligne David, professeur de langues et travaillant de manière irrégulière



à Genève : « *Je n'enseigne l'anglais à personne, ni personne ne me voit comme un professeur, au contraire, ils me voient pour mes capacités physiques pour pouvoir faire tout le nettoyage du restaurant* » (David).

Les personnes trans, par exemple, sont souvent confrontées à une discrimination supplémentaire en raison du privilège cisgenre qui prévaut dans les structures sociales et professionnelles. Connell (2010) affirme que le privilège cisgenre opère dans les milieux de travail en renforçant des normes qui favorisent la conformité de genre, marginalisant ainsi ceux qui ne se conforment pas aux rôles de genre traditionnels, ce qui amène les personnes trans à se sentir instrumentalisées par les institutions pour donner une image inclusive, sans leur offrir les mêmes opportunités que leurs collègues cisgenres. Primavera illustre ce phénomène lorsqu'elle décrit son rôle au sein d'une institution où il travaille : « *Je suis la coordinatrice d'un service trans, c'est-à-dire que je suis la trans du service pour les hommes et les femmes trans, et transgenre, bien sûr, et cela fait partie du privilège cisgenre* » (Primavera).

Primavera le dénonce comme une forme de discrimination symbolique, où la visibilité des personnes trans est exploitée à des fins de marketing institutionnel, « es situations de vulnérabilité des personnes trans, tout spécialement face à l'emploi, où elles sont plus fortement touchées par des comportements de discriminations » (Rainbowspot, 2023, p. 34) qui représente pour Primavera une forme de discrimination positive qui entrave également sa progression professionnelle et qui l'amène à se remettre en question face à la réalité de leurs capacités sur le marché du travail, par rapport à leurs possibilités dans d'autres emplois, pour elle le questionnement constant surgit : « *C'est que je vais pouvoir vraiment travailler calmement sans que la question de mon identité de genre soit un problème à gérer... l'intégration d'une personne trans ne s'accompagne pas de positions libres, elle s'accompagne d'un certain nombre d'adversités auxquelles les personnes cisgenres n'ont pas à faire face* » (Primavera)

d. Conditions de logement inadéquates et insécurité

Cette précarité est souvent aggravée par des conditions de logement inadéquates et un manque de sécurité dans les espaces de vie, ce qui pousse certaines personnes à cacher leur identité par peur ou à prendre des précautions supplémentaires pour éviter la discrimination, comme le décrit Jenny : « *Peut-être que dans les endroits où nous sommes allées, ils ne sont pas spécialement pour les personnes LGBTQ+, parce qu'on ressent une certaine insécurité... où, peut-être, par peur d'être discriminées, nous devons dire avec mon partenaire que nous sommes sœurs* » (Jenny).



En effet, il est évident que « parmi les conditions d'accueil qui empêchent les personnes de vivre ouvertement en sécurité leur orientation sexuelle et/ou identité de genre, le logement en foyer a été identifié comme la principale difficulté » (Asile LGBT, 2016, p. 9). Cette problématique précise que la promiscuité et le manque d'intimité dans les foyers peuvent exacerber le sentiment d'insécurité et forcer les personnes à dissimuler leur identité pour se protéger.

Dans le cas des personnes LGBTIQ+ qui sont irrégulières, la situation est encore plus compliquée, car iels doivent cacher leur identité par peur de perdre leur lieu de résidence ou pour éviter les conflits de coexistence causés par la LGBTIQ+phobie. « De nombreux sans-papiers sont relégués sur le marché du logement informel, caractérisé par des conditions de logement précaires, surpeuplées et insalubres à des tarifs abusifs » (FEANTSA, « 2013, p. 8) Il s'agit d'une réalité générale des personnes qui sont en situation irrégulière. Comme nous l'avons déjà dit, le manque d'accès à un logement sûr et adéquat a un impact profond sur le bien-être physique et mental des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée.

David, par exemple, décrit ses difficultés à trouver un logement adéquat après avoir passé deux ans dans des conditions précaires : « *Après deux ans, j'ai finalement réussi à me trouver une chambre, donc j'ai dû dormir par terre, dormir toujours avec beaucoup de gens dans une chambre ou dormir sur un canapé-lit ou ne jamais avoir d'intimité* » (David).

Le logement est un élément essentiel de la stabilité pour les personnes en situation de migration forcée. Le manque de logements sûrs et adaptés exacerbe d'autres défis auxquels iels sont confronté·e·x·s, notamment au travail. Les conditions de vie précaires et l'insécurité dans les logements temporaires exacerbent le stress et l'anxiété, ce qui rend encore plus difficile l'adaptation à la société d'accueil.

e. Santé mentale et stress psychosocial

Au cours de cette recherche, j'ai eu l'occasion d'observer la réalité concernant l'état de santé des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée, des problèmes tels que la dépression, les pensées suicidaires sont une constante. « L'obligation de dissimuler son OSIG peut générer d'importants préjudices psychologiques et autres. Les attitudes, les normes et les valeurs discriminatoires et désapprobatrices peuvent avoir de graves effets sur la santé mentale et physique des LGBTI et peuvent, dans certains cas, aboutir à une situation intolérable équivalant à une persécution » (Asile LGBT, 2016, p. 8)

La santé mentale des personnes interrogé·e·x·s a été affectée à la suite des expériences traumatisantes vécues dans leurs pays d'origine et des difficultés rencontrées lors de leur parcours





migratoire. Le stress constant, l'anxiété face à l'incertitude quant à leur statut juridique et la menace d'expulsion sont autant de facteurs qui exacerbent les problèmes de santé mentale chez ces personnes.

Les tentatives de suicide ou la pensée suicidaire sont également une constante dans les récits des personnes interrogées. Alex, par exemple, exprime son désespoir face à l'incertitude de sa situation, révélant l'ampleur de l'angoisse que ressentent ces personnes : « *Presque tous les soirs, je pense tout le temps que si je suis expulsé, si on me refuse un permis, ce qui va se passer, où je vais finir. Parfois, je me dis, hé, s'ils me donnent cette réponse à la fin, je préfère être mort que de vivre cette réponse* » (Alex).

D'autre part, notre participant iranien a fait une tentative de suicide, ses raisons sont liées à la fatigue mentale de sa situation statutaire, à ses réunions constantes avec les organes administratifs qui après trois ans n'ont pas donné de réponse à sa situation et de voir comment sa vie a stagné et pour laquelle il ne voit pas d'autre solution : « *L'année dernière, j'ai décidé de me suicider, j'avais mis fin à mes jours, parce que je suis très fatigué, jusqu'à présent, je pense que la solution pour moi est de mourir, et c'est tout* » (participant iranien). « Les personnes LGB en Suisse font 4 à 5 fois plus de tentatives de suicide que les personnes hétérosexuelles²³. Selon une étude britannique²⁴, 84% des personnes trans* auraient pensé à mettre fin à leur vie, 48% auraient fait une tentative de suicide et 33% plusieurs tentatives » (Asile LGBT, 2016, p. 16)

D'autre part, des exemples comme Primavera illustrent l'évolution de sa santé mentale au fur et à mesure que son processus d'inclusion sociale et professionnelle prenait forme, Primavera a déclaré avoir eu de graves problèmes de santé mentale, où elle a exercé beaucoup de violence contre elle-même pour relâcher la tension exercée par sa situation. Primavera est un exemple qu'à mesure que la situation des personnes LGBTIQ+ commence à être résolue, la santé physique et mentale commence également à être résolue, ce qui permet aux gens d'embrasser la tranquillité et donc d'avoir une inclusion socioprofessionnelle réussie. Primavera le décrit ainsi « *Ma santé mentale, je pense que c'est comme 50% de ma corpulence. C'est le passage d'une vie dans laquelle je me suis dissocié de moi-même pour survivre, pour m'associer à nouveau* » (Primavera).

Ces témoignages soulignent le besoin urgent de fournir un soutien psychologique adéquat et continu aux personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée, en particulier à ceux qui se trouvent dans des situations d'extrême vulnérabilité. « *Dans le cadre psychothérapeutique, la parole sur la sexualité et le genre peut être bloquée en raison de l'absence d'une place sociale pour les personnes sans statut*



légal. Ce blocage s'ajoute aux autres barrières, telles que la langue, l'histoire de la personne et ses traumatismes » (Rainbowspot, 2023, p.30)

f. Le rôle de la langue et des espaces sûrs

L'apprentissage de la langue locale est un besoin évident dans le processus d'inclusion sociale et professionnelle, cela est également perçu comme un obstacle fondamental dans le processus pour les personnes interrogées qui l'expriment à plusieurs reprises où la maîtrise du français est essentielle non seulement pour comprendre le système et s'y adapter, mais aussi pour se sentir partie intégrante de la société d'accueil.

Par exemple, Jenny et Yuli parlent de l'importance cruciale de l'apprentissage de la langue pour leur adaptation à la Suisse : « *L'apprentissage de la langue, qui est une étape fondamentale dans ce processus... pour être en mesure d'atteindre cette stabilité émotionnelle, professionnelle et professionnelle* » (Jenny), « *C'est apprendre, c'est renaître, c'est apprendre à marcher, je veux dire à la connaître, à apprendre à parler sa langue qui n'est pas la même que la nôtre* » (Yuli).

Cela montre que la création d'espaces sûrs pour l'apprentissage des langues, tels que ceux proposés par les associations spécialisées, est vitale pour ces personnes, comme en témoigne un·e professionnel·le·x du travail social : « *La question de la langue est importante, c'est-à-dire permettre d'abord un cours de français. C'est un espace que nous essayons de rendre sûr parce que c'est seulement pour les personnes concernées, parce qu'il y a beaucoup de cours de français à Genève, mais ici c'est très différent parce que c'est aussi un espace créé où les gens peuvent se rencontrer et se sentir à l'aise. Et nous savons que, pour apprendre, il est préférable d'être dans un espace assez sûr* » (TS)

Des associations comme Asile LGBTQ+ jouent un rôle crucial pour ces personnes en proposant non seulement des cours d'apprentissage de la langue, mais aussi un espace de soutien social et émotionnel essentiel, permettant aux personnes de se sentir accueilli·e·x·s et intégré·e·x·s, comme en témoigne Roberto : « *Plus tard, au cours des cours de français... J'ai eu une intégration facile grâce à l'association Asile LGBT qui était présente* » (Roberto).

La maîtrise de la langue est un facteur crucial pour l'inclusion des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée dans le pays d'accueil. Cependant, la discrimination linguistique, parfois appelée « glottophobie », est un obstacle majeur pour ces personnes. Cette forme de discrimination est basée sur la maîtrise de l'accent ou de la langue, et expose ces personnes à d'autres formes d'exclusion, ce qui rend leur processus d'intégration encore plus difficile.

Un·e professionnel·le·x du travail social témoigne de cette réalité, expliquant comment certain·e·x·s migrant·e·x·s sont discriminé·e·x·s en raison de leur accent, même lorsqu'ils maîtrisent bien la langue.: « *Parfois, même des gens qui pensaient parler parfaitement le français se font dire non, simplement à cause de leur accent...* (TS).

Cette glottophobie limite non seulement les opportunités professionnelles des migrant·e·x·s, LGBTIQ+ mais perpétue également des stéréotypes négatifs dans des endroits où l'on devrait se sentir en sécurité, comme la communauté LGBTIQ+ locale. « Néanmoins, toutes les personnes ayant eu des liens avec la communauté LGBTI locale ont rapporté des difficultés liées à leur situation de migration dans cette rencontre : la question de la langue, des codes différents, une sociabilité basée sur la fête qui les exclut économiquement, et surtout le fait de ne pas se sentir accueilli.es par la communauté » (Asile LGBT, 2016, p. 14) renforçant leur marginalisation dans la société d'accueil.

De plus, les barrières linguistiques sont souvent associées à d'autres formes de discrimination, comme l'homophobie et la transphobie, ce qui crée un environnement hostile et excluant pour ces personnes. Les témoignages de cette section mettent en lumière les obstacles et les défis auxquels sont confrontées les personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève. Il met en évidence un ensemble de barrières interconnectées qui entravent leur inclusion socioprofessionnelle. Ces défis comprennent les obstacles juridiques et administratifs, la discrimination structurelle, les conditions de logement inadéquates, les problèmes de santé mentale, ainsi que les barrières linguistiques.

10.3. Défis institutionnels et adaptation professionnelle vers les personnes LGBTIQ+ migrantes

a. La manque des formations spécifiques

Les données recueillies soulignent que l'un des principaux problèmes identifiés dans cette recherche est le manque de formation et de sensibilisation des professionnel·le·x·s du travail social sur les questions LGBTIQ+ et la migration. Ce manque de formation limite la capacité des institutions à fournir un soutien adéquat et efficace. Un·e professionnel·le·x du travail social s'est dit préoccupé·e par les points suivants : « *Je ne connais pas de programme spécifique pour l'insertion socioprofessionnelle de notre public* » (TS).

Le rapport de l'ODAE (2022) met en évidence le manque de connaissances face à cette problématique spécifique, où le manque de formation, les stéréotypes et les discriminations sont fréquents parmi les professionnel·le·x·s travaillant dans les services d'accueil, de santé et de traduction pour cette



population vulnérable. Ce manque de connaissances conduit souvent à des interventions mal adaptées, qui non seulement manquent d'efficacité, mais se retournent également contre les personnes concernées.

Cette situation est aggravée par le fait que la formation existante sur ces sujets est souvent volontaire et que seules les personnes sensibles ou concernées par le sujet s'en préoccupent. Par conséquent, seule une minorité de professionnel·le·x·s est suffisamment équipée pour relever les défis spécifiques du travail avec les migrant·e·x·s LGBTIQ+. De ce fait, des stéréotypes et des préjugés sont souvent perpétués, ne permettant pas aux personnes concernées de se sentir en sécurité et d'exprimer librement leurs besoins.

b. Sentiment d'infantilisation

D'autre part, les personnes interrogées ont déclaré ressentir un sentiment d'infantilisation qui les limite dans leur processus d'inclusion : « La prise en charge reste souvent fragmentée et ne permet pas d'appréhender les personnes dans leur globalité. De plus, les rapports de domination de race et/ou de genre qui traversent la société suisse se reproduisent dans ces structures - cadre hétéronormatif et cisnormatif excluant, relations paternalistes et infantilisantes -ce qui a pour effet d'éloigner souvent les réfugié.es LGBTI de ces ressources » (Asile LGBT, 206, pris du résumé de la recherche)

Voici comment Primavera le décrit : « *Comment ils vous rabaissent, comment ils vous infantilisent, les travailleurs sociaux, le système vous infantilise. Comment ils vous mettent dans cette position, parce que c'est super paternaliste, puis ils vous mettent dans cette position qui vous abaisse à ce qu'ils croient être le tiers- monde* » (Primavera)

Ce sentiment a été décrit dans d'autres recherches, qui mettent en avant la nécessité d'approfondir la formation de ceux qui accompagnent ce public particulier dans leur processus d'inclusion. « En général, comme pour les autres demandeurs d'asile, il y a un climat d'infantilisation qui se développe dans les relations de pouvoir, plutôt que dans l'accompagnement professionnel de personnes formées et sensibilisées » (ODAE, 2023, p. 29). Ce climat d'infantilisation renforce le sentiment de méfiance à l'égard des institutions et entrave le processus d'inclusion sociale et professionnelle.

Cette attitude contribue à la démotivation institutionnelle qui non seulement sape la confiance des personnes concernées dans les institutions, mais les amène également à douter de leurs capacités. Yuli exprime sa frustration à la suite de son expérience avec son assistant social à l'Hospice Général « *Genève a la pire assistance sociale, complètement désorganisée, il manque beaucoup d'humanité*



pour être honnête, pour s'impliquer davantage dans le rôle de la situation que chaque personne qui a été déplacée de force de son pays. » (Yuli).

Ce sentiment de manque d'humanité et d'organisation dans l'assistance sociale est une conséquence de la méconnaissance des réalités des personnes de la part des professionnel·le·x·s de l'une des principales structures qui accompagnent la population migrante à Genève « À l'Hospice Général, aucune sous-unité spécifique à notre population de recherche n'existe. C'est-à-dire que quand une personne est attribuée à un·e assistant·e social·e, il·elle n'est pas au préalable au courant des raisons de la venue en Suisse » (Desdions & Hategekimana, n.d., p. 40)

Cela nous amène, à travers un autre témoignage, à identifier la difficulté d'aborder ouvertement les questions d'orientation sexuelle et/ou d'identité de genre dans les contextes institutionnels. Notre participant ukrainien mentionne : « *Je ne peux pas dire que je me sens très à l'aise pour parler, par exemple, de mon identité à l'Hospice Général, pas du tout* » (O., participant ukrainien).

Cette réticence à parler des réalités des personnes concernées devient également un défi pour les professionnel·le·x·s impliqué·e·x·s dans le processus, créant des relations de méfiance qui empêchent la création d'environnements sûrs et inclusifs.

c. L'importance des partenariats et des réseaux communautaires

Face à ces défis institutionnels, les associations et réseaux communautaires jouent un rôle crucial dans le soutien aux personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée. Ces organisations palpent les carences des institutions publiques en fournissant des espaces sûrs et en facilitant la création de réseaux sociaux. Les personnes interrogées ont exprimé l'importance des associations LGBTIQ+ dans leur processus d'assimilation à la société d'accueil. Par exemple, Alex témoigne de l'impact positif que l'association Asile LGBTQ+ a eu sur son processus : « *Dans mon processus d'intégration, l'association Asile LGBTQ+ m'a beaucoup aidée. Cette association, surtout, m'a permis de nouer de bonnes amitiés, elle m'a donné des outils avec lesquels socialiser et m'intégrer* » (Alex).

Les partenariats aident non seulement à répondre aux besoins immédiats des personnes, mais ils jouent également un rôle crucial dans la création de réseaux de soutien. Un·e professionnel·le·x du travail social insiste sur l'importance de ces réseaux : « *En matière d'insertion professionnelle... Je sais que les personnes avec lesquelles nous travaillons dans notre réseau sont des personnes bienveillantes* » (TS). Cela signifie que les personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée recherchent le soutien des institutions qui représentent la sécurité, qui, par exemple, manifestent leur lien direct avec les personnes LGBTIQ+, comme le dit David : « *J'ai cherché des associations qui travaillent directement avec les personnes LGBTI parce que je suis LGBTI* » (David).

10.4. Recommandations pour une meilleure inclusion des personnes LGBTIQ+ en situations de migration forcée à Genève

A partir des témoignages recueillis, plusieurs recommandations émergent du point de vue des personnes directement concernées pour bien améliorer leur inclusion sociale et professionnelle à Genève. Ces recommandations visent à créer des points de départ à prendre en compte dans la formation et la sensibilisation des professionnel·le·x·s qui interviennent directement ou indirectement auprès de cette population, en plus de promouvoir une approche empathique et personnalisée.

a. Approfondir sur la formation professionnelle et la sensibilisation

La diversité des profils au sein de la communauté LGBTIQ+ nécessite une compréhension profonde des réalités que vivent ces personnes, et donc une prise de conscience de l'implication des personnes dans leurs processus en tant que sujets uniques et en tant qu'expert·e·x·s au sein d'un groupe minoritaire. Notre participant ukrainien souligne l'importance de prêter attention aux spécificités de chaque personne : « *Si vous êtes un professionnel qui accompagne, il faut faire attention, par exemple, à ce qui vous semble important pour prendre soin des personnes LGBTQ+... les profils des personnes LGBTQAI+ sont si nombreux* » (O. participant ukrainien)

Par conséquent, il devient évident et crucial que les professionnel·le·x·s du travail social reçoivent une formation continue et actualisée en tant qu'outil qui leur permet de répondre de manière adéquate aux divers besoins des personnes migrantes LGBTIQ+.

À cela s'ajoute la connaissance des cas spécifiques et l'établissement de relations de confiance entre les personnes concernées et les professionnel·le·x·s du travail social, comme l'a souligné notre participant iranien : « *Connaître les cas, c'est exactement ça et la relation avec les personnes, c'est très important, toujours, il faut l'actualiser* » (S. Iran, participant) Il est nécessaire de mettre à jour régulièrement les connaissances sur les réalités juridiques de la migration, du genre et de la sexualité, mais aussi sur les enjeux sociaux et culturels des personnes sur lesquelles nous intervenons afin d'assurer un accompagnement efficace.

b. Adopter une approche empathique et axée sur l'autonomie

L'empathie est un élément fondamental pour soutenir les personnes en situation de vulnérabilité. Sergio, l'une des personnes participantes, a insisté sur le fait que : « *L'empathie... Vous ne pouvez pas soutenir quelqu'un ou aider quelqu'un, si vous n'avez pas d'empathie, c'est-à-dire si vous n'êtes*



pas capable de vous mettre dans la situation que la personne a traversée, vécue, ressentie, il n'y a aucun moyen de l'aider. (Sergio)

Les professionnel·le·x·s doivent avoir la capacité de se mettre à la place des personnes qu'ils accompagnent pour mieux comprendre leurs réalités et ainsi répondre plus efficacement à leurs besoins, ce qui leur permettra d'être véritablement satisfait·e·x·s.

De plus, il est essentiel de ne pas imposer de solutions préconçues ou généralisées. Comme l'a dit Primavera en citant Nelson Mandela : « *Nelson Mandela a dit que tout ce qui est fait pour moi ou tout ce qui est fait par moi sans moi, est fait contre moi* » (Primavera)

Les interventions doivent être construites avec les personnes concernées, dans le respect de leur autonomie et en tenant compte de leurs aspirations, de leurs capacités et de leurs expériences, en tant qu'outils dans la recherche de l'autonomie.

c. Créer et maintenir des espaces sûrs et inclusifs

Les espaces sûrs ont été considérés par les personnes interrogées comme un besoin de première importance, où iels se sentent accueilli·e·x·s et protégé·e·x·s. Ce qui compte, c'est la capacité de faire en sorte que les gens se sentent en sécurité et respecté·e·x·s, quelles que soient les ressources matérielles disponibles. En témoigne Sergio, qui souligne également la vocation dans la création de ces espaces : « *La vocation... Vous pouvez avoir un espace et le remplir de décoration, un espace où vous pensez que les gens vont se sentir bien et ne pas avoir de la vocation, mais vous pouvez avoir une personne et ne rien avoir et avoir qu'une chaise et lui faire sentir comme si elle était dans la zone la plus sûre du monde* » (Sergio)

d. Favoriser la réflexion continue et l'adaptation des pratiques

Les professionnel·le·x·s doivent rester ouvert·e·x·s à l'apprentissage continu et à la remise en question de leurs pratiques. Primavera, qui est une personne concernée mais aussi une travailleuse sociale, partage cette sagesse à partir de sa propre expérience : « *Apprenez à apprendre avec les gens, avec chaque chemin, avec chaque histoire. Deuxièmement, c'est-à-dire qu'ils ont une image, un cadre théorique. Mais ne pensez pas non plus que leur cadre théorique est tout. N'arrêtez pas de lire, n'arrêtez pas de poser des questions. Continuez à vous mettre en question, à vous demander ce qui est juste* » (Primavera)

Il est crucial que les professionnel·le·x·s du travail social soient curieux·ses, avec un esprit ouvert à de nouveaux apprentissages, qu'ils ne se contentent pas seulement de cadres théoriques figés, mais au

contraire qu'ils continuent d'évoluer et d'adapter leurs interventions en fonction des expériences et des besoins des personnes qu'ils accompagnent.

e. Promouvoir une intégration identitaire respectueuse

Enfin, l'inclusion sociale et professionnelle doit être un processus qui respecte et valorise les différences des personnes, en termes de culture, de croyances, entre autres, sans chercher à les modifier ou à les cacher. Alex le reconnaît alors : « *L'intégration n'a pas à se battre avec une partie de soi qui est naturelle.* » (Alex)

Cela nous permet de reconnaître l'importance de promouvoir une inclusion qui respecte pleinement l'identité des personnes LGBTIQ+ et de reconnaître également la richesse que cette diversité apporte à la société d'accueil.

Ce ne sont là que quelques-unes des recommandations données par les personnes qui ont participé à la recherche et qui visent à améliorer le soutien et l'accompagnement apportés dans le processus d'inclusion des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève. Ces recommandations visent à ce qu'en mettant en pratique ces principes, les professionnel-le-x-s puissent mieux répondre aux besoins de cette population vulnérable, en favorisant une inclusion véritablement respectueuse et équitable.

11. Conclusions

À travers les résultats de cette recherche, nous pouvons mettre en lumière les nombreux défis auxquels sont confrontées les personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève, notamment en ce qui concerne leur inclusion sociale et professionnelle. Les résultats confirment largement les hypothèses formulées au début de cette étude, mettant en évidence l'impact crucial de l'orientation sexuelle et/ou de l'identité de genre sur le processus de migration, mais aussi sur leur processus d'inclusion dans la société d'accueil.

Par conséquent, l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre sont profondément liées dans le processus de migration des participant-e-x-s. Les données ont révélé que les personnes LGBTIQ+ fuient souvent leur pays d'origine en raison de la violence, de la discrimination et du manque de protection ou de garantie de protection de leurs droits par les autorités étatiques. Ces personnes sont souvent



contraintes de cacher leur identité pour échapper à la violence familiale, sociale et étatique, ce qui, comme le démontre l'étude d'Alessi et al. (2020), influence profondément leur décision de migrer.

Le témoignage de Primavera est un exemple clair de la réalité de ces personnes dans leurs pays d'origine, mettant en évidence la réalité brutale de la survie dans des conditions extrêmes. Dans le cas de Primavera, elle a dû combiner le travail du sexe comme moyen de subsistance avec un travail risqué lié à la défense de ses droits, mettant en lumière la précarité et les décisions difficiles auxquelles sont confrontées les personnes LGBTIQ+ dans des contextes hostiles.

D'autre part, les obstacles juridiques et administratifs deviennent également un autre obstacle important à l'inclusion socioprofessionnelle. Les personnes interrogées ont décrit la complexité de leur situation juridique dans le pays d'accueil, qui non seulement limite leur accès au marché du travail, mais affecte également leur bien-être émotionnel et mental. L'insécurité juridique et l'absence d'un statut stable créent une instabilité qui empêche ces personnes de se projeter dans la société d'accueil, renforçant ainsi leur sentiment de désespoir et de marginalisation.

Il conclut également que la discrimination structurelle et les préjugés sociaux amplifient les difficultés rencontrées par les personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée. Les stéréotypes liés à l'origine des personnes interceptées en raison de leur orientation sexuelle et/ou de leur identité de genre exacerbent leur marginalisation, ce qui entrave davantage l'inclusion professionnelle et sociale. Les histoires des participant·e·x·s, comme celles de David et de Primavera, illustrent comment ces préjugés limitent les opportunités dans le monde professionnel et du travail, tout en renforçant le sentiment de non-appartenance.

En outre, le rôle des associations et des réseaux communautaires face aux défis institutionnels est évident, ce qui signifie que les réseaux et les associations communautaires jouent un rôle crucial dans le soutien aux personnes migrantes LGBTIQ+. Les témoignages recueillis montrent l'importance de ces structures pour fournir des espaces, des assurances et des ressources essentielles à l'insertion sociale et professionnelle. Ces réseaux permettent de pallier l'inadéquation des institutions publiques en offrant un soutien social et émotionnel vital, comme en témoignent des personnes qui ont participé à des associations avec une approche LGBTIQ+, comme c'est le cas de l'Asile LGBT à Genève.

Par conséquent, nous pouvons affirmer comme conclusion générale que les résultats de cette recherche soutiennent l'hypothèse selon laquelle l'orientation sexuelle et l'identité de genre influencent directement ou indirectement le processus de migration et d'inclusion des personnes LGBTIQ+.



De plus, le manque de visibilité de la thématique spécifique aux personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée et l'absence de politiques migratoires et d'asile adaptées exacerbent cette situation difficile. Souvent, les besoins particuliers de ces personnes ne sont pas reconnus, ce qui entraîne un manque de soutien adéquat et des programmes mal adaptés pour les soutenir et les accompagner, renforçant ainsi leur vulnérabilité et perpétuant leur exclusion sociale. « Les discriminations multiples rendent les personnes particulièrement vulnérables. En effet, elles épuisent les victimes, les exposent à d'autres inégalités de traitement et les condamnent finalement à l'exclusion et à la marginalisation » (Recherche-action, 2023, p. 19)

En outre, nous soulignons la nécessité de mettre en œuvre des formations et des sensibilisations spécifiques, qui servent à améliorer la prise en charge, le travail social, et le soutien de ceux qui accompagnent ce public particulier. La création et l'accès à des espaces sûrs, ainsi que le soutien communautaire, se sont révélés être des éléments essentiels pour garantir un accompagnement efficace et satisfaisant dans le processus d'inclusion sociale et professionnelle de ces personnes.

Finalement, il est conclu que pour améliorer l'inclusion socioprofessionnelle des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève, il est crucial de renforcer les mécanismes institutionnels et communautaires. La création d'une approche holistique qui tient compte des spécificités de ce public, tout en œuvrant à l'élimination des discriminations structurelles et à un soutien psychologique adéquat, est essentielle pour leur permettre de se projeter dans un avenir stable, durable et sûr. Cette recherche ouvre la voie à l'élaboration de politiques et de recommandations pratiques susceptibles d'améliorer considérablement la qualité de vie et l'assimilation dans la société d'accueil des migrant·e·x·s LGBTIQ+ en Suisse et ailleurs.

12. Réflexions finales en face de l'intérêt de la recherche sur le travail social

Les résultats de cette recherche explorent l'impact significatif de l'intersectionnalité dans le travail social, en mettant un accent particulier sur les défis rencontrés des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève dans leur processus d'inclusion sociale et professionnelle. Elle révèle que l'orientation sexuelle et l'identité de genre sont des axes cruciaux qui influencent non seulement leur parcours migratoire mais aussi l'accès aux services et opportunités dans le pays d'accueil.



Ce travail permet de souligner l'importance pour les professionnel·le·x·s du travail social de se former continuellement sur des questions spécifiques, afin de pouvoir offrir un soutien réellement inclusif et adapté aux besoins des populations minoritaires et vulnérables. Ainsi, la recherche démontre que l'intégration de l'intersectionnalité dans le travail social n'est pas seulement une question de sensibilisation aux différences, mais une nécessité urgente pour répondre efficacement aux multiples facettes de l'exclusion et de la discrimination.

En tant que migrante lesbienne, mais aussi en tant que chercheuse, il faut souligner que l'inclusion sociale et professionnelle des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève nécessite une transformation significative. La capacité d'action personnelle, autant que l'accompagnement professionnel et la création d'espaces destinés à ce public en particulier, sont essentielles, mais elles doivent être soutenues par un environnement institutionnel qui peut faciliter et soutenir ces efforts. La participation des personnes concernées à la conception et à la mise en œuvre des interventions sociales est cruciale pour garantir leur efficacité et leur pertinence.

En conclusion, la recherche souligne la nécessité d'une approche plus inclusive et adaptative qui reconnaît et aborde les diverses réalités des migrant·e·x·s LGBTIQ+. Ce n'est qu'en combinant un soutien institutionnel adéquat, une formation spécialisée et des politiques inclusives que l'intégration socioprofessionnelle effective et équitable de cette communauté pourra être réalisée.

13. Références

Alessi, E. J., Kahn, S., Greenfield, B., Woolner, L. et Manning, D. (2020). Une exploration qualitative des expériences d'intégration des réfugiés LGBTQ qui ont fui le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Asie centrale et du Sud vers l'Autriche et les Pays-Bas. Recherche sur la sexualité et politique sociale. doi :10.1007/s13178-018-0364-7

Antipodes, É. É. (2024). Parcours migratoires LGBTQIA.

Astier, I. (2009). Les transformations de la relation d'aide dans l'intervention sociale. Informations sociales, (2), 52-58.

Benhabib, S. et Resnik, J. (2009). Migrations et mobilités : citoyenneté, frontières et genre. Presse de l'Université de New York.

Betts, A. (2009). Migration forcée et politique mondiale. Wiley-Blackwell.

Bourdieu, P. et Wacquant, L. (1992). *Une invitation à la sociologie réflexive*. Presses de l'Université de Chicago.

Borjas, G.J. (1989). Théorie économique et migrations internationales. Journal des migrations internationales, 23(3), 457-485.

Bourke, B. (2014). Positionnalité : Réfléchir sur le processus de recherche. *Le rapport qualitatif*, 19(33), 1-9.

Browne, K. et Nash, C. J. (2010). Méthodes et méthodologies queer : intersection des théories queer et de la recherche en sciences sociales. Routledge.

Butler, J. (1990). Trouble du genre : le féminisme et la subversion de l'identité. Routledge.

Cantle, T. (2016b). 'Interculturalism: Learning to Live In Diversity'. In "Interculturalism versus Multiculturalism—The Cantle Modood Debate", Ethnicities, 16 (3): 471–480.

Centre pour le progrès américain. (2022). Discrimination et obstacles au bien-être : l'état de la communauté LGBTQI+.

Connell, R. W., & Messerschmidt, J. W. (2005). Masculinidad hegemónica: Repensando el concepto. *Género y sociedad*, 19(6), 829-859.

Cummins, J. (2000). Langage, pouvoir et pédagogie : des enfants bilingues entre deux feux. *Questions multilingues*.

Chauvin, S. et Jaunait, A. (2015). Intersectionnalité contre intersection. *Raisons politiques*, 58, 55-74.
<https://doi.org/10.3917/rai.058.0055>

Crenshaw, K. (1991). Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence Against Women of Color. *Stanford Law Review*, 43(6), 1241-1299.

de Montalembert, M. (2011). Introduction. *Vie sociale*, <https://doi.org/10.3917/vsoc.111.0005>

Dessel, A. B. et Rodenborg, N. (2017). Travailleurs sociaux et politiques LGBT : prédicteurs d'attitudes et résultats des cours de compétence culturelle. *Recherche sur la sexualité et politique sociale*, 14, 17-31.

Desdions, E., & Hategekimana, M. R. (n.d.). Double peine : Entre migration et identité. Conseil européen sur les réfugiés et les exilés. (2023). Rapport annuel sur les réfugiés en Suisse. Extrait [du Conseil européen sur les réfugiés et les exilés](#).

Emerson, R. M., Fretz, R. I., & Shaw, L. L. (2011). *Writing ethnographic fieldnotes*. University of Chicago press.

Falcoz, C., & Bécuwe, A. (2009). La gestion des minorités discréditables: le cas de l'orientation sexuelle. *Travail, genre et sociétés*, (1), 69-89.

FEANTSA. (2013). *Logement et sans-abrisme des migrants sans papiers en Europe : Développement de stratégies et de bonnes pratiques visant à garantir l'accès au logement et à l'hébergement* [Rapport de conférence]. https://www.feantsa.org/download/annual-conference-2013-report-housing_fr_final2279657577101229604.pdf

Fédération LGBT Genève. (2016). Les LGBTIQ+ et la migration: Recherche-action sur l'accueil des personnes LGBTIQ+ migrantes et réfugiées à Genève. Fédération LGBT Genève.
https://www.federationlgbt-geneve.ch/wp-content/uploads/2016/11/rapport_recherche_ok.pdf



Fragomen, Del Rey, Bernsen & Loewy LLP. (2023). Paysage de l'immigration en Suisse : bilan 2023 et perspectives 2024. Extrait de [Fragomen](#).

Gaz métropolitain inc. c. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, 2011 QCCA 1201, par. 47 ; confirmant Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse c. Gaz métropolitain inc., 2008 QCTDP 24. Voir également : COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE, préc., note 4, p. 14.

Godrie, B., Juan, M., & Carrel, M. (2022). Recherches participatives et épistémologies radicales: un état des lieux. Participations, (32)(1), 11-50. <https://doi.org/10.3917/parti.032.0011>.

Guelamine F., 2001, « Les faces cachées de la "différence culturelle". La construction d'une altérité ambiguë par les travailleurs sociaux », Les Cahiers du Cérim, n° 8, p. 9-22.

Guilhaumou, J. (2012). Autour du concept d'agentivité. Rives méditerranéennes, (41), 25-34.

Hamberger, J., et al. (2015). Inclusion et participation sociales : intégration sociale et inégalités sociales. Revue de politique sociale

Harchi, K. (2021). Tel que nous existons : une autobiographie postcoloniale. Other Press. (Comme nous existons)

Harchi, K. (2024). Les animaux, des individus vulnérables ? L'éthique du care à l'épreuve de la frontière d'espèce. TransFormations-Recherches en Education et Formation des Adultes, (26), 126-136.

Harris, J.R. et Todaro, M.P. (1970) Migration, chômage et développement : une analyse bisectorielle. Revue économique américaine, 60, 126-142.

HCR. (2012). « Protection des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) qui risquent d'être persécutées ». Agence des Nations Unies pour les réfugiés. Extrait de <https://www.acnur.org/proteccion-lgbti>.

HCR. (2021). Lignes directrices sur la protection internationale n° 9 : Demandes d'asile fondées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre. Haut-commissaire.

Human Rights Watch. (2021). *Un país para todos: Desafíos y avances en los derechos de las personas LGBTIQ+ en América Latina y el Caribe*. Human Rights Watch.

ILGA-Europe. (2023). Annual Review of the Human Rights Situation of Lesbian, Gay, Bisexual, Trans, and Intersex People in Europe and Central Asia 2023. Récupéré de [ILGA-Europe](#)

Luibhéid, E., et Chávez, K. R. (2020). *Migrations queer et trans*. Presses de l'Université de l'Illinois.

McDonald, J. (2013). Coming out in the field : un compte rendu réflexif queer de l'identité changeante des chercheurs. *Apprentissage de la gestion*, 44(2), 127-143.
<https://doi.org/10.1177/1350507612473711>

MALDONADO, A. R. (2014). À l'intersection des discriminations structurelles : La Convention et la protection des groupes vulnérables. In *La Convention pour l'élimination des discriminations à l'égard des femmes*, Éditions A. Pedone, Paris (pp. 155-180).

Maxwell, J. A. (2012). *Qualitative Research Design: An Interactive Approach* (3rd ed.). SAGE Publications.

Menjívar, C. (2011). *Violence persistante : la vie des femmes Ladina au Guatemala*. Presses de l'Université de Californie.

Meyer, I. H. (2003). Préjugés, stress social et santé mentale chez les populations lesbiennes, gaies et bisexuelles : enjeux conceptuels et données de recherche. *Bulletin psychologique*, 129(5), 674-697.

Miaz, J. (2014). Persécutions fondées sur le sexe en Suisse : les limites du droit d'asile en question. *Cahiers du Genre*, 57, 55-75. <https://doi.org/10.3917/cdge.057.0055>

Modood, T. (2017). *Multiculturalisme et interculturalisme : redéfinir l'identité nationale et la solidarité*. Études comparatives sur les migrations.

Montenegro, M., et al. (2011). *Inclusion and Exclusion in the Global Arena*. Routledge.

Muñoz, J. E. (1999). *Disidentifications : les queers de couleur et la performance de la politique*. Presses de l'Université du Minnesota.

OCDE (2017). *Politiques publiques pour une main-d'œuvre productive*. Éditions OCDE.

ODAE, Romad Observatoire du droit d'asile et des étrangers (2022). Asile LGBTIQ+ : La situation des personnes LGBTIQ+ dans le monde de l'asile. Extrait de : Sortie du rapport.

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights. (2014). Principes et directives, soutenus par des guides pratiques, sur la protection des droits de l'homme des migrants en situation de vulnérabilité. Récupéré de https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Publications/HR-PUB-14-1_fr.pdf.

Oreiller, W. (2003). Confession, catharsis ou guérison ? Repenser les usages de la réflexivité comme pouvoir méthodologique dans la recherche qualitative. *Revue internationale d'études qualitatives en éducation*, 16(2), 175-196.

Paillé, P., & Mucchielli, A. (2012). Chapitre 1-Choisir une approche d'analyse qualitative. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, 13-32.

Parini, L., & Lloren, A. (2017). Discriminations envers les homosexuel·le·s dans le monde du travail en Suisse. *Travail, genre et sociétés*, 38, 151-169. <https://doi.org/10.3917/tgs.038.0151>

Patton, M. Q. (2014). *Qualitative research & evaluation methods: Integrating theory and practice*. Sage publications.

Quilliou-Rioual, M. (2014). L'accent est mis sur l'égalité des sexes. Dans : M. Quilliou-Rioual, *Identidades de género e intervención social* (p. 5-12). Paris : Dunod.

Recherche-action. (2023). *Rapport sur les parcours migratoires LGBTQIA+ : Agir face aux discriminations multiples*. Association Rainbow Spot.

Roffee, J. A., & Waling, A. (2017). Rethinking microaggressions and anti-social behaviour against LGBTIQ+ youth. *Safer Communities*, 16(4), 193-202. <https://doi.org/10.1108/SC-03-2017-0016>.

Shankland, m. (2020). Penser la reconnaissance sociale intersubjective à travers les expériences de grossesse chez les hommes trans au Québec : analyse (trans) féministe et honnethienne.

Silverman, D. (2006). *Interprétation de données qualitatives : méthodes d'analyse de la parole, du texte et de l'interaction* (3e éd.). Sage Publications Ltd.

Soulet, M. (2005). Reconsidérer la vulnérabilité. *Empan*, n°<sup> 60), 24-29.
<https://doi.org/10.3917/empa.060.0024>

Sullivan, N. et Losberg, W. (2003). Une critique de la méthodologie queer : l'intersection de la théorie et de la pratique. *Revue internationale d'études qualitatives en éducation*, 16(3), 323-339.
Organisation suisse des réfugiés. (2023). Statut de séjour des réfugiés en Suisse. Extrait de [l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés](#).

United Nations High Commissioner for Refugees. (2021). Global Report 2021. UNHCR.
https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/gr2021/pdf/GR2021_English_Full_lowres.pdf

UN Women. (2023). In search of safety – LGTBQ+ people on the move. Récupéré de [UN Women Asia-Pacific](#)

UN Women. (2023). LGTBQ+ communities and the anti-rights pushback: 5 things to know.
Récupéré de [UN Women](#)

Yep, G. A., Lovaas, K. E. et Elia, J. P. (2019). Théorie et communication queer : de la discipline des queers à la queering de la ou des disciplines. Routledge.

Yuval-Davis, N. (2006). L'appartenance et la politique de l'appartenance. *Modèles de préjugés*, 40(3), 197-21

Annexes

Liste des annexes

- Annexe I. Formulaire de consentement
- Annexe II. Guide d'entretien des personnes concernées
- Annexe III. Canevas d'entretien personnes concernées
- Annexe IV. Canevas d'entretien professionnel·le·x·s

- **Formulaire de consentement**

Travail de master HES-SO

Je m'engage à participer à la recherche intitulée : Intervention sociale dans l'insertion socio-professionnelle des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève.

Je déclare avoir été informé que :

En participant volontairement à cette recherche, je m'engage à consacrer environ 2 heures à une interview enregistrée (audio).

Les données collectées lors de cet entretien ne seront utilisées qu'à des fins de recherche scientifique.

Les informations recueillies lors de cet entretien ne peuvent être utilisées qu'à des fins éducatives et de recherche, dans le respect de l'anonymat des informateurs.

À la fin de l'enquête, les transcriptions anonymes, telles que les enregistrements, seront supprimées.

Si je ne souhaite pas répondre à certaines questions, je peux me retirer de ce sondage à tout moment.

Si nécessaire, je peux demander la destruction de mes données personnelles.

Je peux contacter la personne responsable de ce projet à tout moment.

Sur la base des informations ci-dessus, je confirme mon accord à participer à ce sondage et j'autorise en signant ce qui précède.

Participant·e·x

Nom: _____

Date:

Signature :

Chercheuse:

Nom: _____

Date:

Signature:

- **Guide d'entretien pour les personnes concernées**

Ce guide comprend une introduction remerciant la personne de sa participation et résumant l'objectif de la recherche, ainsi qu'une réitération de la confidentialité et de l'anonymat de la recherche, ainsi qu'une explication de l'utilisation des données dans le contexte des normes et de l'éthique professionnelle. Il réitère la liberté de la personne de répondre ou de ne pas répondre aux questions et de mettre fin à l'entretien si la personne interrogée le demande.

Le plan d'entretien pour ceux qui s'intéressent au sujet se compose de vingt-trois questions divisées en trois sections d'entretien :

Première section : questions liées à la collecte d'informations générales sur la personne telles que : nom, âge, état civil, nationalité, profession, entre autres.

Deuxième partie : Cette partie vise à recueillir des informations précises sur le travail et la vie professionnelle des répondants et des personnes intéressées par le sujet dans leur pays d'origine, les raisons qui les ont amenés à mener à bien leur processus de migration, ainsi que l'expérience avant et pendant le processus.

Troisième partie : Dans cette étape, les informations recueillies cherchent à répondre aux questions liées au processus d'intégration à Genève, aux obstacles, aux difficultés, aux facilitateurs, entre autres, mais aussi à questionner l'expérience directe de l'accompagnement social dans le processus d'intégration.

Enfin, le guide se termine en remerciant à nouveau les personnes pour leur disponibilité, laissant ouverte la possibilité de les contacter si nécessaire.

- **Canevas d'entretien personnes concernées**

Merci beaucoup pour votre accord et votre disponibilité pour cet entretien.

Je m'appelle Natalia Cuajy et je suis étudiante au Master en travail social à Genève. L'objectif de cet entretien est de collecter des données qui nous permettront d'analyser l'impact de l'intervention sociale sur l'intégration socioprofessionnelle des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève.

La confidentialité et l'anonymat des entretiens sont garantis, aucune information ne sera utilisée dans un autre contexte que cette recherche.

Si vous ne vous sentez pas libre de répondre aux questions, vous êtes libre de sauter de répondre ou d'arrêter l'interview à tout moment.

Pour se concentrer sur l'interview, est-il possible de l'enregistrer ? (L'enregistrement sera détruit une fois l'interview transcrite et ne sera entendu que par l'équipe)

Questions pour les personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée

1. Pouvez-vous vous présenter et me parler de votre parcours, où d'où venez-vous ?
2. Comment êtes-vous arrivé en Suisse ? En quelle année êtes-vous arrivé en Suisse
3. ? (Quels étaient vos antécédents, votre demande d'asile, vos études, vos raisons économiques ?)
4. Quelle est votre situation administrative en ce moment ?
5. Où habitez-vous actuellement ? (Foyer Asile, logement, appartement, lieu d'hébergement)

Situation socioprofessionnelle dans le pays d'origine

6. Quelle était votre situation personnelle dans votre pays, votre profession, votre travail, votre famille. (Situation personnelle avant l'arrivée en Suisse).
7. Avez-vous étudié à l'université ou avez-vous suivi une formation professionnelle dans votre pays ou ailleurs avant de venir en Suisse ? Si oui, quelle a été cette formation et quel niveau d'éducation avez-vous atteint ?
8. Avez-vous travaillé ou travaillé dans votre pays d'origine ou ailleurs avant de venir en Suisse ?
9. Avez-vous été victime de discrimination fondée sur votre orientation sexuelle et/ou votre identité de genre au travail ou lors d'une formation dans votre pays ? Si oui, voulez-vous lui en parler ?

10. Votre orientation sexuelle et/ou votre identité de genre ont-elles motivé votre processus d'immigration ?

Processus de migration et d'intégration à Genève pour les personnes LGBTIQ+

11. Après votre arrivée en Suisse, quels étaient vos projets pour votre nouvelle vie ?
12. Quelle est votre situation familiale actuelle ?
13. Quel regard portez-vous sur le processus d'intégration à Genève ? (Trouver un emploi, apprendre la langue, rencontrer de nouvelles personnes)
14. Quelles ressources vous ont aidé ou manqué dans votre processus ? (Associations, réseaux, institutions, etc.)
15. Avez-vous été victime de relations discriminatoires en tant que LGBTIQ+ au cours de votre processus d'intégration ?
16. Ce projet de vie que vous imaginiez avant d'arriver en Suisse a-t-il changé ou changé ? Si oui, comment ?
17. Avez-vous déjà envisagé d'étudier ou de vous former en Suisse ? Si oui, lequel ?
18. Pensez-vous qu'être LGBTIQ+ peut faciliter votre processus d'intégration ou non ? Pour quoi ?
19. Êtes-vous bien entouré pour réussir votre processus d'intégration ou non ? (Par des associations, des amis, des institutions, d'autres ?
20. Quels soutiens sociaux (professionnels, associatifs, privés) avez-vous reçus ?
21. Qu'est-ce qui vous a aidé à mener à bien votre projet en lien avec les études (ou à définir vos objectifs) ?
22. Selon vous, qu'est-ce qu'un processus d'intégration réussi ?
23. Selon vous, quels sont les points importants à retenir pour les professionnel·le·x·s du travail social lorsqu'ils soutiennent l'inclusion socioprofessionnelle en tant que personnes LGBTIQ+ ?
24. En parlant de votre santé, s'est-elle améliorée ou diminuée depuis votre arrivée en Suisse ? (Psychologique et physique)
25. Voulez-vous ajouter quelque chose auquel je n'ai pas pensé et que je pense qu'il est important de clarifier ?

Merci encore pour votre temps, donc j'aimerais savoir si vous acceptez d'être recontacté s'il y a un manque de clarification ou d'autres informations

- **Canevas d'entretien professionnel·le·x·s**

Questions pour les professionnel·le·x·s qui accompagnent les personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève dans leur processus d'inclusion socioprofessionnelle : les moyens et leur déploiement pour permettre aux personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée de s'intégrer dans le canton de Genève, opportunités et difficultés dans le processus.

Je m'appelle Natalia Cuajy et je suis étudiante au Master en travail social à Genève. L'objectif de l'entretien est de collecter des données qui nous permettront d'analyser l'impact de l'intervention sociale sur l'inclusion socioprofessionnelle des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée à Genève.

La confidentialité et l'anonymat des entretiens sont garantis, aucune information ne sera utilisée dans un autre contexte que cette recherche.

Si vous ne vous sentez pas libre de répondre aux questions, vous êtes libre de sauter de répondre ou d'arrêter l'interview à tout moment.

Pour se concentrer sur l'entretien, est-il possible de l'enregistrer ? (L'enregistrement sera détruit une fois l'interview transcrite et ne sera entendu que par l'équipe)

1. Pouvez-vous vous présenter et présenter votre activité professionnelle au centre de l'institution ou de l'association en quelques mots ?
2. Pourquoi avez-vous décidé de m'accorder cette interview ?
3. Pouvez-vous m'expliquer le rôle de l'institution ou de l'association dans le processus d'inclusion socioprofessionnelle des personnes LGBTIQ+ ?
4. Que pouvez-vous me dire sur la construction de votre accompagnement auprès des bénéficiaires par rapport aux spécificités de cette population ? (Formation sur le sujet, sensibilisation, autres)
5. Quelles dimensions de la vie des personnes sont généralement prises en compte dans leur accompagnement pour les accompagner dans le processus d'intégration ?
6. Faites-vous une distinction entre les « catégories d'intervention » entre ces situations? par exemple, accord de niveau professionnel, statut juridique)
7. Selon vous, les utilisateurs qui ont la capacité de réussir le processus d'intégration ont-ils des points communs ? Si oui, lesquels ?



8. Selon elle, son établissement ou association est sensible à l'accompagnement des personnes LGBTIQ+ dans le processus d'insertion socioprofessionnelle.
9. Avez-vous des liens avec d'autres associations qui pourraient intervenir dans ce processus ? À quoi pensez-vous avant d'envoyer la personne ?
10. D'après votre expérience, y a-t-il des éléments biographiques, structurels ou institutionnels qui favorisent certaines personnes à s'établir et à s'intégrer par la voie académique ?
11. Quels sont les obstacles les plus courants pour que les personnes LGBTIQ+ réussissent dans le processus d'inclusion ? Comment ces obstacles peuvent-ils être levés ? Quels sont ceux qui peuvent difficilement être réussis ?
12. Existe-t-il des offres de soutien spécifiques pour le processus d'inclusion des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée : économiques, programmes, cours de langue, entre autres ?
13. Pensez-vous que d'autres associations et institutions sont suffisamment formées et sensibilisées pour guider ce public dans l'intégration ?
14. Comment pouvez-vous définir l'importance ou l'impact de votre association et/ou de vos institutions vers l'inclusion socioprofessionnelle des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée ?
15. Pensez-vous qu'il y a des obstacles à l'accès pour que cette population réussisse son inclusion ? Si oui, lesquels ?
16. Y a-t-il des éléments, des choses auxquelles je n'ai pas pensé et qui, selon vous, devraient être pris en compte ?

Merci encore pour votre temps, donc j'aimerais savoir si vous acceptez d'être recontacté s'il y a un manque de clarification ou d'autres informations.

